JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15°

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTEGRAL — 83^e SEANCE

1^{re} Séance du Jeudi 8 Décembre 1966.

SOMMAIRE

1. — Mise au point au sujet d'un vote (p. 5366).
MM. Barberot, le président.
2. — Organisation de la région de Paris. — Transmission du texte proposé par la commission mixte paritaire (p. 5366).
3. — Répression de l'usure. — Communication relative à la désignation d'une commission mixte paritaire (p. 5367).
4. — Prestations dentaires. — Discussion d'une proposition de loi (p. 5367).
M. Béraud, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
Art. 1^{er}. — Adoption.
Art. 2 :
Amendement n° 1 de M. Le Gall, tendant à une nouvelle rédaction : MM. le rapporteur, Jeanneney, ministre des affaires sociales.
— Adoption.
Art. 3. — Adoption.
Adoption de l'ensemble de la proposition de loi.
Suspension et reprise de la séance.
5. — Elections cantonales. — Discussion, en deuxième lecture, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 5368).

M. Fanton, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Art. 1^{er} bis :

Amendement n° 1 de la commission : M. Bord, secrétaire d'Etat à l'intérieur. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} bis modifié.

Art. 1^{er} ter. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

6. — Incompatibilité entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint. — Discussion d'une proposition de loi (p. 5369).

M. Fanton, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Article unique :

Amendement n° 2 rectifié du Gouvernement, tendant à une nouvelle rédaction ; sous-amendements n° 3 et 4 de M. Lavigne ; MM. Bord, secrétaire d'Etat à l'intérieur ; Lavigne, le rapporteur.

Rejet du sous-amendement n° 3.

Le sous-amendement n° 4 devient sans objet.

Adoption de l'amendement n° 2 rectifié.

7. — Monuments historiques. — Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 5370).

MM. Becker, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales; Plevin, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Discussion générale: MM. Mer, Palewski, Boscher, Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Clôture.

Art. 1^{er}. — Adoption.

Art. 2 :

Amendement n° 2 de la commission des lois et sous-amendement du Gouvernement: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Adoption.

Amendement n° 3 de la commission des lois: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Rejet.

Amendement n° 1 de M. Icart: MM. Icart, le rapporteur pour avis, le rapporteur, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Rejet.

Amendement n° 4 de la commission des lois et sous-amendement du Gouvernement: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Adoption.

Amendement n° 5 de la commission des lois et sous-amendement du Gouvernement: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Adoption.

Amendement n° 6 de la commission des lois: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Réserve.

Amendement n° 7 de la commission des lois: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Réserve.

Amendement n° 9 de M. Becker: MM. Becker, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Rejet.

Amendement n° 10 du Gouvernement: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, le rapporteur. — Adoption.

Amendements n° 8 de la commission des lois et 11 du Gouvernement: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

Retrait de l'amendement n° 8.

Adoption de l'amendement n° 11.

Vote sur l'article 2 réservé.

Art. 3 à 5. — Adoption.

Art. 2 (suite).

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

Suspension et reprise de la séance.

8. — Ratification d'un avenant à une convention entre la France et l'Italie. — Discussion d'un projet de loi (p. 5379).

M. Vallon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Article unique. — Adoption.

9. — Ratification d'une convention entre la République française et la Confédération suisse. — Discussion d'un projet de loi (p. 5379).

M. Vallon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Article unique. — Adoption.

10. — Approbation d'une convention fiscale entre la République française et la République vaticane. — Discussion d'un projet de loi (p. 5380).

M. Vallon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Article unique. — Adoption.

11. — Approbation d'une convention fiscale entre la République française et la République du Dahomey. — Discussion d'un projet de loi (p. 5380).

M. Vallon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Article unique. — Adoption.

12. — Approbation d'une convention fiscale entre la République française et la République du Sénégal. — Discussion d'un projet de loi (p. 5381).

Article unique. — Adoption.

13. — Organisation de la région de Paris. — Discussion du texte proposé par la commission mixte paritaire (p. 5381).

M. Fanton, rapporteur de la commission mixte paritaire.

MM. Bord, secrétaire d'Etat à l'Intérieur; le rapporteur.

Adoption du texte de la commission mixte paritaire.

14. — Détournement d'objets mis sous scellés par décision judiciaire. — Discussion d'une proposition de loi (p. 5382).

M. Hoguet, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Bord, secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Article unique :

Amendement n° 1 du Gouvernement, tendant à une nouvelle rédaction: MM. le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le rapporteur, Sanson. — Adoption.

15. — Droit des ascendants des victimes de guerre. — Discussion d'une proposition de loi (p. 5383).

M. Valenet, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Article unique. — Adoption.

16. — Monuments historiques. — Reprise de la discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 5383).

Art. 2 (suite) :

Amendement n° 14 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République: MM. Plevin, rapporteur pour avis de la commission des lois; Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Adoption.

L'amendement n° 6 devient sans objet.

Amendement n° 7 rectifié de la commission des lois: MM. le rapporteur pour avis, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Adoption.

Adoption de l'article 2 modifié.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p.

17. — Remplacement d'un membre de commission (p. 5384).

18. — Ordre du jour (p. 5384).

PRESIDENCE DE M. PIERRE PASQUINI,

vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

MISE AU POINT AU SUJET D'UN VOTE

M. Paul Barberot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Barberot.

M. Paul Barberot. Monsieur le président, dans le scrutin sur l'amendement n° 15 présenté par M. Escande à l'article 2 du projet de loi modifiant et complétant le code électoral que nous avons discuté hier, j'ai été porté, par suite d'une erreur, dont on voudra bien m'excuser, comme ayant voté contre. Or mon intention était de voter pour.

M. le président. Monsieur Barberot, pour la forme, je vous rappelle l'article 68 du règlement, aux termes duquel « aucune rectification de vote n'est admise, après la clôture du scrutin » et je vous donne acte de votre observation.

M. Paul Barberot. Je vous en remercie, monsieur le président.

— 2 —

ORGANISATION DE LA REGION DE PARIS

Transmission du texte proposé par la commission mixte paritaire.

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 8 décembre 1966.

« Le Premier ministre,
« à M. le président de l'Assemblée nationale.

« Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous transmettre, pour approbation par l'Assemblée nationale, le texte proposé par la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris.

« Signé: GEORGES POMPIDOU. »

Cette discussion aura lieu, conformément à l'ordre du jour, au cours de la présente séance ou de celle de ce soir.

— 3 —

REPRESSION DE L'USURE

Communication relative à la désignation
d'une commission mixte paritaire.

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 8 décembre 1966.

« Monsieur le président,

« Conformément à l'article 45, alinéa 2, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité.

« Je vous serais obligé de bien vouloir, en conséquence, inviter l'Assemblée nationale à désigner ses représentants à cet organisme.

« J'adresse ce jour à M. le président du Sénat une demande tendant aux mêmes fins.

« Je vous prie de trouver ci-joint le texte de ce projet de loi adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale dans sa séance du 24 novembre 1966, ainsi que le texte adopté en deuxième lecture par le Sénat dans sa séance du 7 décembre 1966, en vous demandant de bien vouloir les remettre à la commission mixte dès qu'elle sera constituée.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Signé : GEORGES POMPIDOU. »

Cette communication a été notifiée à M. le président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Le délai de vingt-quatre heures prévu par l'article 111 du règlement expire le 9 décembre 1966, à quatorze heures.

La nomination de la commission mixte paritaire aura donc lieu à l'expiration de ce délai ou au début de la première séance qui suivra.

— 4 —

PRESTATIONS DENTAIRES

Discussion d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Chalopin relative aux dispositions d'appel en matière de prestations dentaires (n° 1359, 1784).

La parole est à M. Béraud, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Marcel Béraud, rapporteur. Monsieur le ministre, mes chers collègues, pour éclairer l'Assemblée sur l'objet limité de la proposition n° 1359 du docteur Chalopin, je ne reprendrai que l'essentiel de mon rapport écrit.

Le contentieux du régime de sécurité sociale, en matière de prestations dentaires, est soumis en première instance à une section des conseils régionaux de l'ordre des chirurgiens dentistes, dite section des assurances sociales du conseil régional de l'ordre des chirurgiens dentistes.

En appel, les fautes, abus ou fraudes sont soumis à la section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des médecins. Dans ce cas, un médecin membre de ladite section est remplacé par un chirurgien dentiste.

Or l'ordre national des chirurgiens dentistes est autonome. On conçoit donc mal qu'une affaire jugée en première instance par une section des assurances sociales du conseil régional de cet ordre soit portée, en appel, devant la section des assurances sociales du conseil de l'ordre des médecins, même si la composition de cet organisme est quelque peu modifiée pour faire une place à un chirurgien dentiste.

Le décret n° 60-451 du 12 mai 1960 relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux avait, par ses articles 9, alinéa premier, et 11, mis fin à cette anomalie.

Cependant, le Conseil d'Etat, par une décision du 13 juillet 1962, a considéré que les dispositions des articles L. 403 à L. 408 du code de la sécurité sociale n'étaient pas de celles qui pouvaient être abrogées ou modifiées par décret en application de l'article 37 de la Constitution.

Les articles législatifs en cause, et notamment les articles L. 403 et L. 405, se sont donc trouvés remis en vigueur et avec eux aussi une discrimination critiquable en ce qui concerne les chirurgiens dentistes.

La proposition de loi n° 1359 de M. Chalopin s'inspire très largement des dispositions des articles 9 et 11 du décret du 12 mai 1960, sans aller toutefois jusqu'à en reprendre intégralement le texte.

Cette proposition tend à ce que les fraudes, abus, fautes et tous faits relevés à l'encontre des chirurgiens dentistes soient, en appel, soumis à une section distincte de la section disciplinaire du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes, dite section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes.

Sans doute, à l'occasion de l'examen de cette proposition de loi, il aurait été souhaitable d'élargir un peu le débat et de discuter l'ensemble du contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale.

Désireuse de ne pas retarder plus longtemps la présentation de son rapport, votre commission a renoncé à ses intentions premières.

Elle a, ce matin, adopté un amendement qui tend à faire subir à l'article 2 une modification de forme. Cette modification consiste à éliminer du texte de cet article les dispositions de détail qui paraissent avoir un caractère réglementaire. Sous le bénéfice de ces observations la commission vous demande d'adopter la proposition de loi. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles de la proposition de loi dans le texte de la commission est de droit.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article L. 403 du code de la sécurité sociale est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les fautes, abus, fraudes et tous faits intéressant l'exercice de la profession, relevés à l'encontre des médecins, chirurgiens dentistes ou sages-femmes à l'occasion des soins dispensés aux assurés sociaux, sont soumis en première instance à une section du conseil régional de discipline des médecins ou des chirurgiens dentistes et, en appel, à une section distincte de la section disciplinaire du conseil national de l'ordre des médecins ou des chirurgiens dentistes, dite section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des médecins ou section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article L. 405 du code de la sécurité sociale est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les affaires concernant les chirurgiens dentistes, la section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes visée à l'article L. 403 du code de la sécurité sociale comprend, en qualité de président, le conseiller d'Etat siégeant à la section disciplinaire dudit conseil, deux chirurgiens dentistes désignés par le conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes et choisis dans son sein, deux représentants des caisses de sécurité sociale, dont un chirurgien dentiste-conseil désigné par le ministre du travail. »

M. Le Gall a présenté un amendement n° 1 dont la commission accepte la discussion, et qui tend à rédiger ainsi cet article :

« Le deuxième alinéa de l'article L. 405 du code de la sécurité sociale est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les affaires concernant les chirurgiens dentistes, la section des assurances sociales du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes visés à l'article L. 403 du code de la sécurité sociale est présidée par un conseiller d'Etat, elle comprend un nombre égal d'assesseurs membres du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes et d'assesseurs représentants des organismes de sécurité sociale, dont un chirurgien dentiste-conseil désigné par le ministre. »

Quel est l'avis de la commission ?

M. Marcel Béraud, rapporteur. J'ai déjà parlé de cet amendement qui tend à une modification de forme.

Dans le texte de l'article 2 est précisée la composition exacte de la section des assurances sociales du conseil national de l'ordre.

L'amendement, tout en respectant la parité des diverses représentations au sein de cette section, n'en fixe pas la composition exacte, laissant ce soin au pouvoir réglementaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.
(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 2.

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — L'article L. 405 du code de la sécurité sociale est complété par le nouvel alinéa suivant :

« Dans les affaires concernant les sages-femmes, l'un des membres médecins désignés par la section disciplinaire visée à l'alinéa premier ci-dessus est remplacé par une sage-femme désignée par le conseil national de l'ordre des médecins. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. La séance est suspendue jusqu'à l'arrivée du rapporteur du projet de loi inscrit à la suite de l'ordre du jour.

(La séance, suspendue à quinze heures dix minutes, est reprise à quinze heures trente minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

— 5 —

ELECTIONS CANTONALES

Discussion, en deuxième lecture,
après déclaration d'urgence, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif aux élections cantonales (n° 2211, 2227).

La parole est à M. Fanton, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. André Fanton, rapporteur. Mesdames, messieurs, la commission des lois a examiné ce matin le texte qui nous est revenu du Sénat, après la première délibération de l'Assemblée.

On se souvient que le projet du Gouvernement comprenait deux dispositions essentielles, l'une prorogeant le mandat de l'ensemble des conseillers généraux jusqu'en octobre 1967, alors que théoriquement leur remplacement devrait intervenir au mois de mars, l'autre modifiant le régime de remboursement des frais de propagande des candidats aux élections cantonales.

Nous y avons ajouté des dispositions concernant plus particulièrement les assemblées qui vont être créées dans les nouveaux départements de la région parisienne.

Le Sénat a pris une position d'ensemble analogue à la nôtre. Il a toutefois, s'agissant des conseils généraux des nouveaux départements, introduit une disposition tendant à leur renouvellement par moitié. Cette disposition est ainsi conçue :

« Dans chacun de ces départements, les cantons seront répartis alphabétiquement en deux séries A et B numériquement égales. Aussitôt l'installation des bureaux, il sera procédé au tirage au sort de la série renouvelable en 1970. »

Votre commission a été sensible au souci du Sénat, mais elle n'a pas cru possible de le suivre. Non pas qu'elle désapprouve le principe du renouvellement par moitié, qui est de droit commun pour l'ensemble des conseils généraux de France, mais précisément parce qu'elle estime que le droit commun doit s'appliquer à ces nouveaux départements comme aux autres départements.

C'est pourquoi la commission vous propose tout simplement de remplacer le texte du Sénat par la phrase suivante : « Les dispositions de l'article L. 192 du code électoral sont applicables ».

Cet article L. 192 définit une procédure qui est bien connue. En cas de renouvellement intégral — c'est à peu près le cas en l'espèce puisque les assemblées départementales n'existent pas encore — le conseil général, à la session qui suit ce renouvellement, divise les cantons du département en deux séries, en répartissant, autant que possible dans une proportion égale, les cantons de chaque arrondissement dans chacune des séries. Il procède ensuite à un tirage au sort pour régler l'ordre du renouvellement des séries.

C'est là, je le répète, une disposition de droit commun, et votre commission préfère, conformément à l'esprit de la loi du 10 juillet 1964, que le droit commun s'applique aux nouveaux départements.

D'autre part, le Sénat avait ajouté, au début de l'article 1^{er} ter, le membre de phrase suivant : « Par dérogation expresse à l'article 50-1^{er} de la loi du 10 août 1871 ».

Cette loi organique dispose, en effet, que pour la création de nouveaux cantons les assemblées départementales doivent être consultées. Les nouveaux départements ne comportant pas encore de conseil général, l'Assemblée, en première lecture, et suivant en cela le Gouvernement, avait accepté le principe du découpage par décret, par dérogation, évidemment, à l'article 50 de la loi de 1871. Le Sénat préfère qu'on le dise. Votre commission accepte que cela soit dit.

Sous le bénéfice de ces observations et de l'amendement auquel j'ai fait allusion, la commission invite l'Assemblée à adopter le projet de loi. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles pour lesquels les deux assemblées du Parlement n'ont pu parvenir à un texte identique est de droit dans le texte du Sénat.

[Article 1^{er} bis.]

M. le président. « Art. 1^{er} bis. — Le mandat des conseillers généraux du département de Seine-et-Oise expirera en octobre 1967.

« Les conseillers généraux des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Essonne, des Yvelines et du Val-d'Oise seront élus lors du renouvellement triennal des conseillers généraux de 1967.

« Dans chacun de ces départements les cantons seront répartis alphabétiquement en deux séries A et B numériquement égales. Aussitôt l'installation des bureaux, il sera procédé au tirage au sort de la série renouvelable en 1970. »

M. le rapporteur a présenté un amendement n° 1 qui tend à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article :

« Les dispositions de l'article L. 192 du code électoral sont applicables. »

M. Fanton vient de défendre cet amendement.

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Bord, secrétaire d'Etat à l'intérieur. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er} bis modifié par l'amendement n° 1.

(L'article 1^{er} bis, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 1^{er} ter.]

M. le président. « Art. 1^{er} ter. — Par dérogation expresse à l'article 50-1^{er} de la loi du 10 août 1871, la délimitation des cantons des départements créés par la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964, portant réorganisation de la région parisienne, sera opérée par décret en Conseil d'Etat. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er} ter.

(L'article 1^{er} ter, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 6 —

INCOMPATIBILITE ENTRE LES FONCTIONS DE GEOMETRE
DU CADASTRE ET LE MANDAT DE MAIRE OU D'ADJOINT

Discussion d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Lepage tendant à modifier l'article 62 du code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint (n° 2129, 2058).

La parole est à M. Fanton, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. André Fanton, rapporteur. Mesdames, messieurs, notre collègue M. Lepage a déposé une proposition de loi tendant à modifier l'article 80 de la loi du 5 avril 1884 — devenu l'article 62 du code de l'administration communale — qui a créé

des incompatibilités entre les fonctions de maire ou d'adjoint et celles, notamment, de géomètre du cadastre.

Cette loi a déjà été modifiée à plusieurs reprises. En 1946, par exemple, fut abrogée l'incompatibilité frappant les agents des postes et télégraphes. En 1959, une nouvelle exception fut prise pour les gérants de débit de tabac.

On en est arrivé ainsi au texte actuel de l'article 62 du code de l'administration communale : « Ne peuvent être maires ou adjoints ni en exercer même temporairement les fonctions, dans aucune des communes du département où ils sont affectés, les agents et employés des administrations financières, à l'exception des gérants de débit de tabac, les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers et les percepteurs, les agents des forêts ainsi que les gardes des établissements publics et particuliers. Les agents salariés du maire ne peuvent être adjoints. »

M. Lepage a souhaité que cette exception fût étendue aux géomètres du cadastre. En effet, la loi ne fait aucune distinction entre les fonctions exercées par les agents des administrations financières.

À l'origine, dans l'esprit du législateur, les agents des administrations financières ne pouvaient exercer les fonctions de maire ou d'adjoint, qui leur auraient conféré une autorité officielle dans l'exercice de leur activité professionnelle.

Mais il convient de distinguer entre les agents qui participent effectivement à la gestion des deniers publics — dans ce cas l'incompatibilité est justifiée — et ceux qui ne possèdent aucun pouvoir en matière d'impôts et de taxes. Il n'empêche que, faute d'une telle distinction, la juridiction administrative a annulé l'élection de géomètres du cadastre.

Ni le corps électoral, ni les géomètres du cadastre, ni même les administrations financières n'attachent de prix au maintien de cette incompatibilité, d'autant que les travaux d'ordre technique, administratif ou juridique accomplis dans les communes pour la rénovation et la conservation du cadastre sont souvent effectués par des géomètres privés qui, eux, peuvent être élus maires ou adjoints. L'appartenance à la fonction publique équivaudrait donc en quelque sorte à une sanction, alors qu'elle devrait constituer une garantie supplémentaire.

Votre commission a adopté la proposition de loi de M. Lepage. Mais elle n'a pas conscience pour autant d'avoir réglé le problème des incompatibilités dans son ensemble.

M. Delachenal, notamment, a souhaité que le Gouvernement réforme le code de l'administration communale en ce qui concerne les incompatibilités, dont certaines, édictées en 1884, ne sont plus d'actualité. En revanche, il est de nouvelles activités professionnelles qui pourraient tomber sous le coup des incompatibilités.

Enfin, la commission a, ce matin, accepté un amendement de M. Lavigne concernant les agents des douanes. M. Lavigne estime, en effet, que la proposition de loi est encore insuffisante, puisque les agents des douanes continuent à être soumis à l'incompatibilité.

Sous le bénéfice de ces observations et de cet amendement, votre commission vous propose d'accepter la proposition de loi de M. Lepage.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi dans le texte de la commission est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — L'article 62 du code de l'administration communale est modifié ainsi qu'il suit :

« Ne peuvent être maires ou adjoints ni en exercer même temporairement les fonctions, dans aucune des communes du département où ils sont affectés, les agents et employés des administrations financières, à l'exception des gérants de débit de tabac et des géomètres du cadastre, les trésoriers payeurs généraux... »

(Le reste sans changement.)

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 2 rectifié qui est ainsi conçu :

« Article unique. — La première phrase de l'article 62 du code de l'administration communale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ne peuvent être maires ou adjoints ni en exercer même temporairement les fonctions, dans aucune des communes du département où ils sont affectés, les agents et employés des administrations financières, à l'exception des techniciens géomètres et géomètres du cadastre et des gérants de débit de tabac, les trésoriers payeurs généraux, les receveurs particuliers et les percepteurs, les agents des forêts ainsi que les gardes des établissements publics et particuliers.

« Toutefois, les techniciens géomètres et géomètres du cadastre ne peuvent accomplir, en cette qualité, aucun acte dans la

commune où ils exercent les fonctions électives visées à l'alinéa précédent. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

M. André Bord, secrétaire d'Etat à l'intérieur. Mesdames, messieurs, je tiens d'abord à remercier M. Lepage d'avoir déposé cette proposition de loi.

L'amendement du Gouvernement se justifie par les raisons suivantes :

Si l'on introduit dans la loi une exception à l'incompatibilité en faveur des géomètres du cadastre, il est nécessaire de l'étendre à leurs subordonnés que sont les techniciens géomètres.

Il est exact que le corps des géomètres et techniciens géomètres du cadastre présente une certaine originalité due au caractère technique d'une partie importante de leurs attributions et qu'il est, de ce fait, soumis à un statut particulier, distinct de ceux des autres personnels de la direction générale des impôts. Cependant, comme ces agents peuvent être amenés à participer aux opérations de remembrement, aux expropriations pour cause d'utilité publique et qu'ils prennent une part active à la détermination des assiettes fiscales à partir desquelles les communes lèvent l'impôt foncier, il apparaîtrait souhaitable d'éviter que les géomètres et techniciens du cadastre soient amenés à intervenir à titre professionnel dans des opérations se déroulant sur le territoire de la commune où ils exercent les fonctions de maires ou adjoints.

Tel est l'objet de l'amendement du Gouvernement et je souhaite que l'Assemblée l'accepte.

M. le président. Je suis saisi de deux sous-amendements présentés par M. Lavigne et pouvant être soumis à une discussion commune.

Le premier, n° 3, tend, dans le premier alinéa du texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 62 du code d'administration communale, après les mots : « à l'exception », à insérer les mots : « des agents des douanes ».

Le deuxième, n° 4, tend, dans le deuxième alinéa du texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 62 du code de l'administration communale, après le mot : « Toutefois », à insérer les mots : « les agents des douanes ».

La parole est à M. Lavigne.

M. Jacques Lavigne. Je profite de la proposition de loi déposée par M. Lepage pour tenter d'étendre à d'autres catégories de fonctionnaires la possibilité d'accéder aux fonctions de maire et adjoint au maire dans les communes où ces fonctionnaires sont déjà, par exemple, conseillers municipaux.

Le problème n'est pas nouveau. En effet, M. Fanton vient d'indiquer à l'Assemblée qu'à plusieurs reprises des exceptions ont été apportées au texte de la loi fondamentale de 1884. C'est ainsi qu'en 1946 les instituteurs qui, à l'origine, ne pouvaient pas davantage accéder, dans leurs communes, aux postes de maire et d'adjoint, ont été exceptés des dispositions générales et qu'ils peuvent depuis lors accéder à ces fonctions.

En 1946 également, par voie d'amendement déposé en séance, le groupe socialiste avait fait étendre cette disposition aux différents agents des P. T. T.

Il ne s'agit, dans le débat que nous occupent, que d'une incompatibilité partielle, puisque les différents fonctionnaires visés par la proposition peuvent être conseillers municipaux, sans pouvoir, par suite d'une disposition qui m'apparaît à la fois choquante, injuste et inutilement vexatoire, devenir maires ou adjoints.

Je demande donc aujourd'hui à l'Assemblée nationale d'étendre aux agents des douanes, lorsqu'ils exercent leurs fonctions non dans leur commune, mais dans le département, la possibilité, du moment qu'ils sont conseillers municipaux, d'accéder aux fonctions de maire et d'adjoint.

Les débats parlementaires de 1946 nous apprennent que M. Métayer, M. d'Astier de la Vigerie et M. Pierre Cot trouvaient déjà injuste de priver certains fonctionnaires du droit d'accéder à ces postes, ce qui était d'autant plus ridicule que la plupart de ces fonctionnaires peuvent faire des administrateurs très compétents.

M. d'Astier de la Vigerie s'exprimait ainsi à l'époque :

« Je fais cependant remarquer que d'autres citoyens n'ont pas, en vertu de l'article 80 de la loi de 1884, le droit d'être nommés maire et adjoint, notamment les receveurs, les percepteurs et un grand nombre de fonctionnaires qui ne sont pas payés par les communes.

« C'est pourquoi je propose le renvoi de l'amendement de M. Métayer à la commission de l'intérieur qui en fera l'objet d'une proposition de loi visant à étendre à toutes les catégories de citoyens que nous appelons aujourd'hui des citoyens diminués la mesure que nous adoptons en faveur des instituteurs et des postiers.

« Je m'engage à présenter cette proposition de loi dès la semaine prochaine à l'Assemblée. »

Il y a, mesdames, messieurs, vingt ans de cela ! Les fonctionnaires intéressés, notamment les agents des douanes, ont assez attendu pour ne plus continuer à être frappés par cette *capitis diminutio* qui ne s'explique nullement à leur égard.

C'est la raison pour laquelle je demande que l'exception envisagée par M. Lepage dans sa proposition de loi soit étendue à l'ensemble des agents des douanes.

Toutefois, comme mon sous-amendement a été rédigé avant que j'aie eu connaissance de l'amendement présenté par le Gouvernement, je déclare tout de suite que j'accepterais volontiers que le deuxième alinéa du texte proposé par cet amendement soit ainsi complété :

« Toutefois, les agents des douanes, les techniciens géomètres et géomètres du cadastre ne peuvent accomplir, en cette qualité, aucun acte dans la commune où ils exercent leurs fonctions. »

Ainsi le Gouvernement aurait tout apaisement en ce qui concerne également les agents des douanes, et je demande à l'Assemblée d'adopter mon sous-amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement et les sous-amendements ?

M. André Fanton, rapporteur. Je l'ai dit en présentant mon rapport, la commission a accepté les sous-amendements de M. Lavigne.

Sur l'amendement du Gouvernement, je présenterai une observation et je poserai une question.

Je ne comprends pas pourquoi le Gouvernement a tenu à étendre aux techniciens géomètres l'exception prévue en faveur des « géomètres du cadastre ». Ces fonctionnaires sont en effet dotés d'un statut particulier qui fait l'objet du décret du 30 octobre 1963 et dont l'article 2 dispose :

« Le corps des géomètres du cadastre comporte les grades suivants :

« Un grade de technicien géomètre comportant neuf échelons et une classe exceptionnelle, un grade de géomètre comportant six échelons, un grade de géomètre principal comportant trois échelons. »

En nous demandant d'étendre l'exception aux « techniciens géomètres », le Gouvernement n'ajoute pas grand-chose au texte de la proposition de loi car, dans l'esprit de son auteur, l'expression « géomètres du cadastre » désignait l'ensemble des fonctionnaires visés par le décret du 30 octobre 1963.

Cela dit, la commission accepte cette extension qui va dans le sens de la proposition de loi.

De même, en ce qui concerne le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement : la commission n'y fait aucune objection car il lui semble légitime que le Gouvernement interdise — si la tentation leur en venait jamais, ce que je ne crois pas — aux géomètres du cadastre occupant des fonctions électives dans une commune l'exercice de leurs fonctions dans ladite commune, car cet exercice serait contraire aux règles traditionnelles de l'administration communale.

Pour ces raisons, la commission accepte l'amendement du Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur. Le Gouvernement ne peut accepter les sous-amendements de M. Lavigne. Si l'incompatibilité peut être levée pour les géomètres du cadastre, c'est uniquement parce que ces agents ont des attributions à la fois techniques et financières, toute garantie étant prise en ce qui concerne l'influence qu'ils peuvent avoir à ce second titre.

Mais cette exception ne peut être étendue aux agents des douanes car ceux-ci ont des attributions typiquement financières et exercent, en plus, un rôle répressif. C'est tout le problème des incompatibilités des personnels des administrations financières qui est en cause, et que votre rapporteur, M. Fanton, a évoqué.

En aucun cas on ne peut comparer les agents des douanes et ceux des postes. Les circonscriptions des douanes — M. Lavigne le sait — dépassent largement le cadre communal.

En conséquence, le Gouvernement insiste vivement pour que l'Assemblée rejette les deux sous-amendements.

M. le président. La parole est à M. Lavigne.

M. Jacques Lavigne. Je ne comprends pas l'argumentation du Gouvernement. Il s'agit de savoir si ces fonctionnaires participent d'une manière quelconque à la gestion des fonds des communes. Est-ce le cas pour les agents des douanes ? Nullement !

Je vais plus loin : puisque le Gouvernement précise que les bénéficiaires de l'exception ne pourront exercer leurs fonctions de maire et d'adjoint dans les communes où ils exercent déjà leurs fonctions administratives, et que j'ai donné mon accord à cette disposition, le Gouvernement a d'ores et déjà satisfait.

Je le répète, j'ai la conviction que l'incompatibilité qui frappe les agents des douanes est à la fois injuste, choquante et inutilement vexatoire à l'égard de fonctionnaires modèles. Puisqu'ils peuvent être élus conseillers municipaux, je demande qu'ils puissent devenir maires ou adjoints.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur. Monsieur Lavigne, il s'agit là d'un problème général : ces agents disposent d'un pouvoir répressif. Il n'est donc pas possible au Gouvernement d'accepter vos sous-amendements.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. André Fanton, rapporteur. Le Gouvernement n'a pas répondu à la question que je lui ai posée au sujet des techniciens géomètres, géomètres et géomètres principaux. Ces derniers ne doivent pas être exclus du bénéfice de l'exception.

Je souhaite donc soit que le Gouvernement précise qu'il s'agit des « géomètres du cadastre », tels qu'ils sont régis par le décret du 30 octobre 1963, soit qu'il modifie son amendement en visant expressément les techniciens géomètres, les géomètres et les géomètres principaux.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur. J'accepte la suggestion de M. le rapporteur et en conséquence je modifie l'amendement du Gouvernement en remplaçant dans les deuxième et troisième alinéas du texte que je propose, les mots « techniciens géomètres et géomètres » par les mots « techniciens géomètres, géomètres et géomètres principaux ».

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 3.

(Le sous-amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Le sous-amendement n° 4 est devenu sans objet.

Je mets aux voix l'amendement n° 2 rectifié, avec la rédaction que vient de préciser M. le secrétaire d'Etat.

(L'amendement, ainsi rédigé, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article unique de la proposition de loi.

— 7 —

MONUMENTS HISTORIQUES

Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques (n° 2163, 2205).

La parole est à M. Becker, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Georges Becker, rapporteur. Mesdames, messieurs, comme le rapport que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a été imprimé, je n'estime pas utile de vous en infliger la lecture, étant donné son caractère de technicité un peu abrupt. Je me contenterai d'en souligner les aspects principaux et peut-être de vous éclairer par quelques réflexions préliminaires.

La protection des monuments historiques dans notre pays est assez récente. Il n'y a pas longtemps que la nation a pris conscience de leur importance et de la valeur de l'héritage qu'ils représentent.

Ce n'est un secret pour personne que notre époque classique, le xvii^e et le xviii^e siècle, tenait en grand mépris les documents du passé. Pendant ces deux siècles, beaucoup d'églises ont été détruites pour être remplacées par d'autres, conformes à l'architecture à la mode du temps. Vous en avez un exemple à Paris : pour la mettre au goût du jour, la façade gothique de l'église Saint-Gervais a été remplacée par une façade baroque. Des phénomènes de ce genre étaient très fréquents ; je passe avec pudeur sur les destructions opérées, par la Révolution française et sur celles qui ont été effectuées au siècle dernier par divers démolisseurs. C'est ainsi que l'abbaye de Cluny a été vendue comme pierre à bâtir et complètement détruite.

On pourrait citer des centaines d'exemples. C'est l'influence des grands écrivains du siècle passé, Victor Hugo et Mérimée en particulier, qui nous a habitués à considérer avec intérêt une architecture d'autrefois que l'époque classique appelait « gothique » pour dire qu'elle était barbare et dont nous avons retrouvé aujourd'hui le sens et la grandeur.

Il ne s'agit d'ailleurs pas d'églises seulement. Il existe quantité d'autres monuments, quelquefois beaucoup plus anciens, voire préhistoriques, comme les grottes de Lascaux,

les dolmens et les menhirs disséminés un peu partout sur notre territoire, sans parler de l'architecture romane, dont la grandeur a été longtemps méconnue et des nombreux édifices civils qui méritent d'être protégés.

Les monuments que nous a légués le passé ont un caractère commun : leurs propriétaires n'ont pas sur eux un droit de fonds et de tréfonds. Ils font partie du Trésor national ; ceux qui en sont passagèrement les propriétaires — ne sommes-nous pas tous passagers ? — n'en sont en réalité que les dépositaires et les usufruitiers.

Telle est la philosophie du monument historique ; elle explique et légitime les lois destinées à le protéger.

Plusieurs lois ont déjà été votées et appliquées, dont la principale remonte à 1913 ; celle qui nous est actuellement proposée en constitue un complément utile et raisonnable car des insuffisances sont apparues à l'usage et des modifications étaient nécessaires.

Il s'agit aujourd'hui de protéger les monuments, même contre le gré de leurs occupants car on ne peut pas négliger de restaurer et d'entretenir des immeubles qui font partie du patrimoine national et qui représentent le plus bel héritage que nous aient légué nos ancêtres, qu'ils fussent artisans, artistes ou architectes. C'est là un devoir auquel l'occupant ne saurait se soustraire et, s'il y faillit, il faut soit le contraindre, soit agir à sa place.

Tel est l'esprit du projet aujourd'hui soumis à l'Assemblée. La comparaison des textes précédents et des articles de loi nouveaux — en particulier des articles 9-1 et 9-2 — montre d'ailleurs que la protection sera infiniment plus efficace.

Si le classement interdit au propriétaire de détruire l'édifice, ou d'y exécuter, sans le consentement du ministre, un travail important, la loi de 1913 reste évasive sur les moyens d'assurer la conservation de l'édifice contre la vétusté ou les dégradations accidentelles.

Lorsque le propriétaire refuse de contribuer à la conservation de son bien ou même le laisse volontairement périr, l'Etat n'a d'autre possibilité que de prendre en charge lui-même les travaux. Cette possibilité reste évidemment réduite en raison de l'insuffisance des crédits budgétaires et du caractère discutable d'une initiative qui aboutit à l'enrichissement sans cause du propriétaire.

L'article 9-1 permettra à l'administration de mettre le propriétaire en demeure d'exécuter les travaux indispensables à la conservation de l'immeuble classé et, s'il se dérobe, d'exécuter les travaux d'office en récupérant ensuite une partie des sommes exposées, ou même d'exproprier l'immeuble au nom de l'Etat. Il s'agit sans nul doute ici du cas où le propriétaire serait dans l'impossibilité matérielle de participer aux gros travaux à entreprendre.

Cet article est excellent dans son esprit mais son application se heurtera peut-être, monsieur le ministre, à des difficultés. En particulier dans les villes dont certains quartiers ont été globalement classés comme monuments historiques, de nombreuses demeures anciennes et de grand caractère abritent des locataires aux revenus très modestes et ont des propriétaires à peu près sans ressources ; je pense que, pour ces vieilles demeures, il faudra trouver une solution un peu moins brutale.

Celle que vous proposez s'appliquerait admirablement aux vieux hôtels du Marais qui trouvent facilement des amateurs conduits par le snobisme à effectuer des travaux de restauration qui respectent le caractère des constructions. Mais, dans de nombreuses villes de province, une telle mesure provoquerait certainement des heurts et pourrait même aboutir à des absurdités de fait qu'il importe d'éviter.

La loi de 1913 énumère plusieurs cas dans lesquels l'Etat peut exproprier un immeuble classé auxquels s'ajouteront les hypothèses des articles 5 et 9-1.

En réalité, il a été fait de cette faculté un usage très modéré pour éviter de constituer un patrimoine immobilier excessif.

Pour pallier cet inconvénient et donner toute son utilité à la procédure d'expropriation, l'article 9-2 autorise la cession de gré à gré des immeubles classés qui ont été expropriés. Cette possibilité, qui avait notamment été demandée par la ville de Paris, permettra de faire sortir l'immeuble du patrimoine de l'Etat ou d'une collectivité locale, en s'entourant de toutes les garanties nécessaires relatives à l'achèvement de sa restauration ainsi qu'à son entretien et à son utilisation ultérieure dans des conditions conformes à son caractère.

Cet article est également excellent dans son esprit mais, dans sa lettre, il se heurtera aux difficultés que j'ai soulignées tout à l'heure. Il serait utile d'envisager, pour la restauration ou l'entretien de tous ces monuments, la constitution d'une caisse nationale qui viendrait en aide aux propriétaires en leur consentant des prêts à long terme, à dix ans, vingt peut-être pour des travaux très importants. S'il n'en était pas ainsi, on assisterait à l'éviction, lourde de conséquences psychologiques,

de familles qui habitent depuis des siècles (el ou tel monument historique).

Ayant ainsi analysé les principales dispositions du texte, je conclurai en soulignant que la commission des affaires culturelles a été unanime à approuver ce projet de loi dans la forme et dans le fond et qu'elle invite l'Assemblée à l'adopter sans modification.

Cependant, avant de quitter cette tribune, je désire évoquer deux questions.

En premier lieu, j'aimerais connaître les mesures qu'envisage de prendre le ministère des affaires culturelles pour empêcher les vols d'objets d'art classés dont nous sommes trop souvent témoins. Il ne se passe pas de jour où l'on ne signale, en province en particulier, la disparition d'un calvaire, d'une croix de carrefour, d'une porte d'église, d'un fronton ou d'un portail, d'un élément de sculpture d'un monument historique.

On se demande quelle mafia peut organiser cette raffe systématique et où aboutissent les richesses ainsi dérobées. La recherche des voleurs est très difficile et les sanctions qui les frappent sont insuffisantes. Si le châtiement était plus sévère, il est probable que le nombre des vols diminuerait.

La deuxième question est sans doute mineure, mais elle préoccupe les milieux ruraux. Il est interdit, aux environs d'un monument, de modifier la perspective en abattant des arbres ou en construisant des locaux qui nuiraient à l'esthétique d'ensemble du site. Un difficile problème est ainsi posé à certains agriculteurs qui ont besoin d'un hangar, par exemple. Si ce hangar est métallique, il sera horrible et détruira la beauté du site. S'il doit être construit dans un style conforme à l'esthétique de l'ensemble, des sommes considérables devront être engagées. Il conviendrait de pallier au mieux cette sorte de pénalité qui est infligée aux intéressés.

Telles sont les deux remarques supplémentaires que je me suis permis de formuler, monsieur le ministre, en espérant que vous pourriez me donner une réponse satisfaisante. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Plevin, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. René Plevin, rapporteur pour avis. Mesdames, messieurs, en raison du peu de temps dont elle a disposé, la commission des lois ne peut donner sur le projet de loi n° 2163 qu'un avis oral.

Partageant le souci de la commission des affaires culturelles de vous donner, monsieur le ministre, tous les moyens nécessaires à la protection du patrimoine historique de notre pays, la commission des lois, conformément à sa vocation particulière, a cherché à concilier ce souci avec celui d'assurer aux propriétaires d'immeubles classés ou pouvant l'être le respect des droits fondamentaux que la législation française accorde, malgré quelques entorses, à la propriété.

A cet égard, la commission estime que cette synthèse nécessaire entre l'intérêt public que représente la sauvegarde des monuments historiques et les droits des individus aurait été infiniment plus aisée si le projet de loi n° 2163 avait prévu un mécanisme de crédit au profit des propriétaires d'immeubles classés.

Elle pense que si le ministère des affaires culturelles a besoin de textes, il a besoin plus encore de crédits, de crédits directs accroissant la dotation budgétaire affectée à l'entretien et à la conservation des monuments historiques, mais aussi de crédits indirects facilitant l'intervention des propriétaires qui, souvent, ne sont récalcitrants à satisfaire les demandes du service des monuments historiques que parce qu'ils manquent des ressources nécessaires pour y obtempérer.

La commission estime donc que, sur ce plan, le projet de loi n° 2163 comporte une sérieuse lacune. Elle demande qu'il soit complété au plus tôt par un autre projet de loi organisant un système d'avances à moyen ou à long terme aux propriétaires d'immeubles appartenant au patrimoine historique de la France.

La commission tient en effet à appeler l'attention du Gouvernement et de l'Assemblée sur le fait que la protection des monuments historiques n'intéresse pas seulement les propriétaires de ces châteaux ou de ces résidences seigneuriales qui sont l'orgueil de l'Île-de-France et du Val-de-Loire, par exemple. Le projet de loi s'appliquera à de très nombreux propriétaires de maisons qui sont situées dans les secteurs sauvegardés de nos villes les plus anciennes. Très fréquemment, ces propriétaires sont de condition modeste ; très souvent, ils vivent inconfortablement dans ces vieilles demeures qui attirent la visite d'innombrables touristes, mais ne suscitent pas chez ceux-ci l'envie de partager les conditions d'existence des occupants.

Ces propriétaires, souvent âgés, sont pour leur plus grand nombre incapables d'assurer la conservation de leurs immeubles classés, ou tout au moins de l'assurer en satisfaisant aux exigences du service des monuments historiques. Mis en demeure

d'exécuter les travaux nécessaires, ils seront dans l'impossibilité de les réaliser, même avec une participation de l'Etat de 50 p. 100. Si le Gouvernement décide de passer à l'exécution d'office, ils deviendront débiteurs de créances dont ils ne pourront s'acquitter. Comment feront-ils pour les régler à l'échéance ? Et si la procédure de recouvrement des impôts directs leur est applicable, l'avenir est pour eux la saisie et la vente forcée.

Il a semblé à la commission des lois que le projet n° 2163 ne tenait pas assez compte de cette catégorie de propriétaires et qu'il avait été conçu dans une hypothèse assez différente, celle de propriétaires totalement insensibles à l'intérêt de la sauvegarde des monuments historiques et qui, par esprit de lucre, refusent aujourd'hui toute coopération avec le service des monuments historiques, spéculant sur l'effondrement des immeubles pour être débarrassés des servitudes qui les empêchent d'utiliser à leur guise leur terrain.

À l'égard de cette catégorie malfaisante, la commission des lois n'a évidemment aucune sympathie et elle souhaite donner au Gouvernement tous les moyens dont il a besoin.

C'est sous l'empire de ces deux préoccupations, qui ne sont pas nécessairement contradictoires, que la commission des lois a examiné ce projet. Ces préoccupations l'ont amenée à rédiger plusieurs amendements qui ont pour objet de faciliter aux propriétaires mis en demeure d'exécuter des réparations une réponse positive au service des monuments historiques. Lorsque celles-ci dépassent les ressources des intéressés, la commission souhaite que les propriétaires aient la possibilité d'offrir le bien protégé à l'acquisition du ministère des affaires culturelles ou d'une autre collectivité publique.

D'autres amendements tendent à étendre la période de remboursement dans les cas de réparations réalisées d'office.

Enfin, la commission s'est arrêtée assez longtemps sur la grande innovation juridique que comporte le projet en discussion. En effet, pour la première fois, je crois, dans notre droit, ce projet prévoit que l'expropriation pour cause d'utilité publique pourra être suivie d'une cession de gré à gré au profit de propriétaires privés.

Nous connaissons — et M. Becker les a évoquées tout à l'heure — les opérations auxquelles vous songez, monsieur le ministre, et qui nous paraissent parfaitement légitimes. Mais nous avons voulu que ces ventes, si exceptionnelles et si exorbitantes du droit commun, soient entourées de garanties elles-mêmes exceptionnelles. Et nous avons pensé les trouver en exigeant que de telles cessions soient toujours approuvées par un décret pris en conseil d'Etat.

Sous ces réserves, la commission des lois donne un avis favorable au projet de loi déposé par le Gouvernement. (Applaudissements.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Mer.

M. Jacques Mer. Mesdames, messieurs, après les explications détaillées données par les deux rapporteurs, je limiterai mon intervention à deux ou trois points essentiels.

Le texte que vous nous soumettez aujourd'hui, monsieur le ministre, et dont l'élaboration a été, je crois, assez longue, marque un progrès important sur la loi de 1913 concernant la protection des monuments historiques.

Cette loi avait été conçue à une époque où, dans les villes notamment, le problème de la protection des monuments et des quartiers d'art ne se posait pas dans les mêmes termes qu'aujourd'hui et où on ne se heurtait pas à ce danger de nos cités que constitue la spéculation immobilière. Aussi, les armes dont vous disposez en vertu de ce texte de 1913 pour classer les monuments historiques, monsieur le ministre, sont-elles quelque peu émoussées lorsqu'il vous faut faire face à des indemnités qui risquent d'être fixées à un niveau très élevé par les tribunaux du fait de la définition assez vague du préjudice.

Le texte en discussion va vous permettre de classer plus et de classer mieux. J'espère que vous ne rencontrerez plus les obstacles mis, notamment au cœur même de Paris, par la spéculation immobilière à l'action de l'Etat lorsqu'il s'agissait pour celui-ci de faire preuve d'autorité et de classer alors qu'il n'en avait pas les moyens.

Je n'oublie pas les menaces de destruction d'hôtels de grande valeur, dont certains ont été réalisés au centre de la capitale, dont d'autres ont failli l'être, et je pense ici à l'hôtel de Vaudreuil qui a été évoqué par M. le rapporteur. De telles menaces ne se reproduiront dans doute plus à l'avenir si vous disposez en matière de classement d'armes mieux adaptées aux nécessités présentes.

Il n'en reste pas moins que ces armes ne suffisent pas et que, comme l'a fait observer M. le rapporteur pour avis, il faut faire face aux obligations du classement lorsqu'il a été prononcé. Ces obligations s'imposent à l'Etat, qui prendra en charge une partie des opérations d'entretien et éventuellement de restauration, comme au propriétaire.

On a beaucoup insisté — et je m'associe aux remarques qui ont été formulées — sur les lourdes charges qu'imposera à certains propriétaires un classement d'office. Mais je regrette également la faiblesse des moyens financiers dont dispose l'Etat pour faire face aux dépenses nécessitées par nos monuments historiques classés. Nous avons fort heureusement un grand nombre de monuments classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et je déplore, monsieur le ministre, l'extrême insuffisance des crédits inscrits à votre budget pour leur entretien.

Lors de l'élaboration du V^e Plan, on a remarqué qu'au rythme actuel des engagements de crédits, il faudrait vingt ou vingt-cinq ans uniquement pour réaliser les travaux d'entretien qu'exigent nos monuments historiques. C'est évidemment un bien long délai et je constate, en le regrettant vivement, que vous êtes un peu le parent pauvre en cette matière.

Ce texte devrait donc être suivi de plusieurs autres projets de loi. L'un, comme l'a demandé M. Pleven, tendrait à permettre aux propriétaires de bonne foi d'assumer leurs responsabilités. Un autre pourrait prévoir des mesures budgétaires qui permettent à l'Etat de se servir des armes dont il dispose et qui ne seraient que des sabres de bois s'il ne s'y ajoutait les moyens de l'intendance.

Une dernière remarque, monsieur le ministre, à propos de ce projet.

Le classement et l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments ne sont pas les seules armes que vous possédez. Vous disposez également de la loi qui fut votée à votre demande par le Parlement, le 4 août 1962, sur les secteurs sauvegardés, notamment dans les quartiers anciens des villes.

Or, là encore, les excellentes intentions qui ont présidé au vote de cette loi rencontrent des obstacles, juridiques et psychologiques, lorsqu'on se heurte à la mauvaise volonté de certaines municipalités, et des obstacles financiers.

Vous n'avez pu inclure dans les mesures prévues par la loi de 1962 qu'un petit nombre de villes d'art. Il en reste beaucoup, non seulement parmi les plus grandes, que vous pourriez classer dans les années à venir, mais aussi parmi les moyennes et les petites, très nombreuses, où des quartiers anciens font encore la richesse du patrimoine, qu'il s'agisse de ces villes mêmes ou des régions au sein desquelles ils se trouvent. Or pour ces petites villes, la loi de 1962 constitue un instrument de protection insuffisant.

Si la loi de 1962 ne peut pas être appliquée *stricto sensu*, dans ses dispositions les plus impératives, à toutes les villes d'art, il faudrait envisager une application plus souple des dispositions de cette loi, au moins pour les petites villes et certains quartiers des grandes villes qui n'ont pas besoin d'une protection aussi rigide que celle qui avait été prévue, par exemple, pour le Marais.

Je vais maintenant prêcher pour mon saint en vous parlant du faubourg Saint-Germain dont les hôtels sont, la plupart du temps, en bon état. Je ne pense pas qu'il faille les défendre pierre à pierre comme on a défendu le Marais.

Encore faut-il empêcher que des initiatives privées et malencontreuses ou que la spéculation immobilière se donnent libre cours. L'étude d'une application souple de la loi de 1962 au faubourg Saint-Germain serait utile pour la préservation de cet ensemble architectural admirable qui est l'une des richesses les plus importantes du centre de Paris.

Je vous remercie, monsieur le ministre, de vous être donné des armes utiles, et c'est avec une égale honne volonté que nous voterons les textes qui nous sont soumis, sous réserve de quelques amendements.

Mais les textes ne sont pas tout car, aussi bien pour les propriétaires mis en face de leurs responsabilités par le texte que vous nous présentez que pour l'Etat qui devra supporter des charges accrues, il faut des moyens supplémentaires. Nous souhaitons vivement que de tels moyens leur soient et vous soient donnés, et c'est dans cet esprit que beaucoup d'entre nous voteront le texte. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Palewski.

M. Jean-Paul Palewski. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je me réjouis avec le rapporteur et avec M. Mer, qui vient de me précéder à la tribune, de la présentation de ce texte de loi avant la fin de la présente session et, par conséquent, avant la fin de la présente législature.

Depuis des années, nous attendions un texte sur les monuments historiques, de même que nous attendons encore un texte nouveau sur la protection des sites.

Je regrette, pour ma part, que le texte sur les monuments historiques ait un caractère trop restreint, car il aurait pu également être l'occasion de compléter la loi du 31 décembre 1913 par la liste de ces monuments qui, soit dans nos villes, soit plus souvent encore dans nos campagnes, constituent une coloration particulière de la vie de nos concitoyens puisqu'ils évoquent à leur

yeux, au milieu de l'espace urbain ou de l'espace rural, tout le passé et tout l'effort des générations qui les ont précédés.

Or, à cet égard, un classement local prévoyant une participation modérée de la part, quelquefois de l'Etat, mais plus souvent encore des collectivités locales, eût été particulièrement le bienvenu et je regrette que le texte qui nous est présenté ne contienne aucune disposition de ce genre.

Cela dit, et sous réserve des observations qui ont été présentées par M. le rapporteur de la commission des affaires culturelles et par M. le rapporteur pour avis de la commission des lois en ce qui concerne certaines formules un peu brutales d'expropriation, le texte du projet de loi me convient parfaitement.

Un problème cependant n'est pas résolu. M. le rapporteur de la commission des affaires culturelles l'a soulevé, mais il l'a fait avec une discrétion que je déplore. C'est en effet au moyen d'une note, mise au bas de la page 3 de son rapport, au demeurant excellent, qu'il a évoqué — avec un accent quelque peu étouffé, qu'il me permette de le lui dire — des points aussi importants que les conditions dans lesquelles s'effectue la restauration, les modalités d'exécution des travaux, le rôle des entrepreneurs et les listes d'entrepreneurs, le rôle des architectes en chef des monuments historiques, la présence nécessaire d'archéologues, la nécessité de ne pas confondre le rôle de ces architectes avec celui du conseil général des bâtiments de France.

Nous sommes actuellement en présence d'un véritable abcès qu'il importe de crever. Car le drame dans la restauration et la réparation des monuments historiques est l'absence d'une réglementation s'appliquant à des gens qui sont à la fois — et c'est fort légitime — membres d'une profession libérale et chargés d'un service public.

Pour le plus grand bien de la restauration et de la sauvegarde de nos monuments historiques, et aussi pour le plus grand bien de la profession d'architecte, nous eussions souhaité qu'une rénovation totale intervint en ce domaine et qu'elle s'effectuât de façon moderne, en accord avec l'intégration aujourd'hui indispensable dans le paysage nouveau de la France de tout ce qui constitue son patrimoine ancien.

Nous eussions désiré que soit bien défini le rôle des uns et des autres, que nous puissions obtenir des conditions raisonnables de prix pour l'exécution des travaux — qu'il s'agisse d'ailleurs de monuments historiques ou de constructions modernes — et que nous puissions en même temps faire profiter ceux qui ont la charge des monuments historiques, témoins du passé, mais aussi exemples pour les jeunes générations, des avantages dont bénéficient les immeubles et constructions modernes.

Telles sont les observations que je voulais présenter. Certes nous serons heureux de voter ce projet de loi assorti des amendements qui ont été déposés et dont la plupart me paraissent très judicieux. Mais nous regrettons vivement, d'une part, que ce texte se limite aux monuments historiques visés par la loi de 1913, d'autre part que le problème capital de la restauration, de la rénovation et des conditions d'exécution des travaux n'ait pas été abordé et ne fasse donc pas encore l'objet de dispositions légales. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. Boscher.

M. Michel Boscher. Mesdames, messieurs, au cours de ce débat, je présenterai d'abord une observation et je ferai ensuite une suggestion.

L'observation est relative au problème financier. Le projet de loi qui nous est soumis présente un caractère quelque peu coercitif puisqu'il tend à dire au propriétaire qui a la bonne ou la mauvaise fortune — je ne sais quelle épithète choisir — de posséder un monument classé dans son patrimoine : « Monsieur, entreprenez votre monument, faute de quoi l'Etat l'expropriera et le prendra en charge. »

Cette éventualité me laisse quelque peu sceptique quand je lis dans le rapport de M. Becker que 693 millions de francs sont inscrits au V^e Plan pour la prise en charge et l'entretien des 10.000 monuments classés, sans parler des 17.000 immeubles inscrits à l'inventaire. Je me demande donc jusqu'à quel point le vote de ce projet de loi sera réellement efficace.

L'observation que je voulais faire à ce propos est donc la suivante : sans parler, bien sûr, des monuments historiques les plus prestigieux de notre patrimoine, qui font déjà l'objet d'aides considérables de l'Etat et que celui-ci maintient en quelque sorte à bout de bras, je pense à tous ces monuments de moindre importance qui constituent vraiment la trame du patrimoine artistique de notre pays et qui sont la propriété de particuliers, souvent très peu fortunés. Par le jeu même des droits de succession, à la suite d'une transmission pour cause de décès, le patrimoine s'amenuise peu à peu, alors même que les propriétaires intéressés se sont consacrés leur vie durant — et, pour ma part, j'en connais plusieurs — à

entretenir péniblement cet hôtel particulier, ce vieux château où ils habitent depuis des générations, de père en fils. Par le jeu des droits de mutation, ils se trouvent privés peu à peu de la terre qui entoure ce monument et dont ils consacraient souvent les revenus à l'entretien du patrimoine.

C'est là, en effet, une conséquence de l'interprétation de la loi par l'administration des finances qui ne veut pas considérer qu'il est la plupart du temps nécessaire de laisser intact un domaine dont les revenus mêmes permettent précisément l'entretien du monument qu'il contient.

Or on peut considérer en cette affaire, comme en toute matière successorale, que la valeur vénale ne tient pas compte de l'aspect particulier que peut présenter un patrimoine dont un élément important se trouve précisément classé. Il s'ensuit que, génération après génération, en l'absence d'une fortune immobilière coquette assurant des revenus, le patrimoine dans son ensemble diminue jusqu'au jour où le propriétaire se retrouve au milieu de ses murs historiques sans avoir les moyens de les entretenir.

Alors, la loi s'appliquera et imposera l'expropriation au propriétaire qui ne peut plus entretenir son monument.

J'en arrive à la suggestion que je voulais présenter. Nous avons l'énorme chance de posséder dans notre pays un immense patrimoine historique immobilier.

Il est hors de doute que l'Etat ne peut pas prendre à sa charge, même partiellement, l'entretien de la totalité de ces biens qui méritent d'être conservés.

Voici la suggestion que je voudrais faire et qui n'est pas de moi, puisqu'elle est appliquée dans d'autres pays.

Je demande à M. le ministre des affaires culturelles d'envisager de faire dans notre pays ce que les Britanniques ont fait chez eux sous le nom de *National Trust*, et que nous pourrions traduire par fondation nationale. Il s'agit d'une sorte d'établissement public auquel les propriétaires de monuments historiques intéressés peuvent faire apport de leur bien, tout en en conservant l'usufruit leur vie durant. Ces propriétaires font également apport d'un capital soit immobilier soit mobilier dont les revenus devront assurer, peu ou prou, l'entretien des monuments. Moyennant quoi, lorsque s'ouvre leur succession à la fin de leur vie, elle n'est pas obérée par des droits toujours lourds, calculés sur une valeur vénale souvent assez illusoire.

En contrepartie, le patrimoine intégré dans la fondation nationale échappe aux droits de succession, demeure au sein de cette fondation et, moyennant l'apport fait par le testateur, peut être entretenu pendant un temps indéterminé par les soins de cette fondation.

Un mécanisme de cet ordre — je ne dis pas strictement identique mais inspiré par ces considérations — pourrait être mis en place dans notre pays pour permettre de sauvegarder l'essentiel de nos monuments.

Compte tenu du volume de la tâche à entreprendre, si nous voulons éviter que dans quelques dizaines d'années ou dans quelques générations le fond même du patrimoine artistique de la France ne soit mis en péril, c'est vers une solution de cet ordre que nous devons nous orienter. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je ne répondrai pas en détail à ce qui vient d'être dit sur l'ensemble des problèmes qui sont les nôtres.

On peut certes envisager de nombreux textes de loi. S'agit-il de rétablir le droit d'aînesse ? Sûrement pas. S'agit-il de savoir comment on peut maintenir un certain nombre de propriétés qui ne peuvent être qu'indivises parce qu'elles sont nées indivises ?

Les solutions sont nombreuses mais aucune n'est bonne. Il faudrait rechercher la meilleure mais cela ne recoupe pas directement, à mon avis, le texte de la loi qui vous est proposé.

M. le président Pleven a fait des déclarations que nous retrouverons dans ses amendements et sur lesquelles je suis en partie d'accord, selon les amendements. Mais il sait bien que le problème principal, c'est d'abord de pouvoir agir.

On peut toujours dire qu'il existe une terre de la félicité. Cela n'a d'intérêt que si on peut prendre un bateau pour y aller.

Pour l'instant, de même qu'un gouvernement est d'abord fait pour gouverner, une loi est d'abord faite pour aider quelqu'un à faire quelque chose.

Je retiens donc sans hésiter tout ce qu'en langage communiste on appellerait les « amendements constructifs » mais je ne crois pas que les autres doivent être retenus maintenant.

M. Mer a dit que le budget est trop faible. Je lui réponds : Bien entendu, à qui le dites-vous ! Mais c'est une raison de plus pour faire des lois qui compensent son insuffisance.

Quant à la défense du faubourg Saint-Germain, l'action la plus efficace est précisément celle qui est assurée par le texte que nous vous proposons.

Supposons que le Petit Trianon, qui est un des chefs-d'œuvre de l'architecture européenne, ait été construit avenue des Champs-Élysées et que le propriétaire ait l'idée de le démolir et de construire un gratte-ciel à la place, pour gagner beaucoup d'argent. Eh bien ! les textes dont nous disposons actuellement ne permettraient absolument pas d'empêcher ce propriétaire de jeter bas le Petit Trianon, pierre par pierre.

Comment pourrions-nous alors empêcher la spéculation — tout le problème étant celui de la plus-value des terrains — de s'exercer contre le patrimoine national ?

Ayant apporté ces précisions dans l'ordre concret, je les donnerai maintenant dans l'ordre que M. le rapporteur appelle « métaphysique » et que j'appellerai simplement « politique ».

Nous sommes arrivés à une époque où nous devons nous demander si la propriété individuelle, telle qu'elle a été conçue au milieu du XIX^e siècle, demeure conciliable avec le développement d'un grand pays.

M. Louis Vallon. Très bien !

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Jamais les Etats-Unis ne l'ont accepté, sans parler évidemment de l'Union soviétique.

Par conséquent, ou bien nous prendrons les mesures qui nous permettront d'être un pays moderne, ou bien nous ne les prendrons pas et, dans ce cas, des chefs-d'œuvre seront détruits et à leur place s'élèveront de misérables gratte-ciel qui n'auront même pas l'honneur de rivaliser avec ceux des Etats-Unis.

Il faut donc que cette Assemblée affirme que la propriété privée n'est pas intangible. Elle n'est pas intangible dans le domaine de la santé publique ; elle ne doit pas l'être chaque fois qu'il s'agit de patrimoine national.

Telles sont les données essentielles qui commandent ces thèses de droit que j'expose maintenant.

Cependant, l'un de mes prédécesseurs à la tribune a parlé des vols de monuments historiques et, avant de parler du droit, je lui répondrai. Ce problème ne nous concerne pas principalement ; sans aucun doute, il est du ressort du ministre de l'intérieur ou du ministère des affaires étrangères.

Ne nous faisons pas d'illusion : il n'existe qu'une méthode pour limiter les dégâts — sinon nous ne ferons rien — c'est d'arriver, par l'intermédiaire de l'Association internationale des musées, à empêcher la vente, où que ce soit et d'abord aux Etats-Unis, des pièces reconnues comme ayant été volées. Tant que nous n'aurons pas agi dans ce sens, nous n'aurons rien fait, car aucun pays au monde, fût-ce les Etats-Unis, ne peut protéger ses musées. Si de vrais gangsters décident de s'y intéresser, tous les pays sont perdus d'avance.

On l'a constaté lorsque la Galerie des portraits de Londres, mieux protégée que la Galerie nationale, c'est-à-dire le musée probablement le mieux protégé du monde, a vu disparaître par la fenêtre sa dernière acquisition, le portrait de Wellington, par Goya, rachetée, selon les meilleures traditions, après un certain temps. En effet, pour qui travaillent les gangsters ? Pour les compagnies d'assurances. (Sourires.)

Nos efforts ne peuvent pas dépasser nos possibilités : ou bien nous agissons contre les acheteurs, et nous obtiendrons des résultats, ou bien nous croirons être protégés des voleurs, et ce sera de la plaisanterie. Ils sont tellement plus nombreux que nos pauvres gardiens !

J'en viens maintenant aux importantes questions de droit qui ont été posées tout à l'heure.

L'article 1^{er} du projet modifie l'article 5 de la loi de 1913. Cet article 5, je le rappelle, fixe la procédure du classement d'office des immeubles appartenant à des personnes privées. Il détermine notamment les modalités de règlement de l'indemnité à laquelle peut, dans ce cas, prétendre le propriétaire.

Ce sont ces modalités de règlement qui sont modifiées afin de préciser les cas dans lesquels est due l'indemnité et d'établir les critères de son évaluation.

L'article 5, dans sa rédaction actuelle, dispose que le classement pourra donner lieu au paiement d'une indemnité représentative du préjudice éventuellement causé par la servitude du classement d'office.

Cette formulation n'a présenté pendant longtemps que des inconvénients mineurs : en l'absence de classement d'office, la valeur propre du terrain à bâtir ne tendait pas à dépasser de beaucoup la valeur propre de l'édifice. C'est l'exemple du Petit Trianon que je viens de citer.

Il n'en est plus ainsi depuis longtemps dans les villes où certains terrains se négocient à des prix tels que le propriétaire refuse un classement qui lui ferait perdre l'espoir de cette fructueuse négociation.

Détruire un hôtel ancien pour disposer du sol et y édifier la construction la plus importante possible, c'est accroître sensible-

ment la valeur marchande du bien par le gain né du jeu des plus-values foncières.

Il est constant qu'un spéculateur s'oppose à tout classement dont l'effet voulu par la loi serait d'empêcher la démolition.

Va-t-on recourir au classement d'office ? C'est ce qu'on nous dit sans cesse. Le spéculateur menace alors d'une demande d'indemnité qu'il évaluera à la différence entre la valeur du sol nu et celle de la propriété conservée. Les termes actuels de l'article 5 lui permettent de soutenir sa prétention devant les tribunaux, avec les plus grandes chances de succès pour peu qu'il établisse son intention de construire.

Et pourquoi diable ne construirait-il pas ?

Devant l'importance des sommes en cause, l'administration paralysée ne va pas au-delà d'une tentative de classement amiable.

A ce propos, je tiens à rappeler à l'Assemblée que tout le monde, en France, croit que le classement s'opère par volonté d'Etat et qu'il constitue, en somme, une sauvegarde et une garantie prise par la France. Mais le classement d'office implique des compensations financières telles que si nous décidions demain de classer tous les monuments qui le méritent en France, ce ne serait plus la peine de parler du budget du ministère des affaires culturelles !

C'est par conséquent, mesdames, messieurs, sur ce point que notre travail commun s'établit. Comment faire pour obtenir un classement légitime sans léser les petits propriétaires mais sans pour autant expulser ces « malheureux », milliardaires depuis trois cents ans, qui ont absolument besoin de l'argent de l'Etat pour faire vivre leur pauvre famille ?

La rédaction de l'article 5 exclura toute indemnité qui ne serait pas fondée sur « une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux » résultant de la mesure de classement d'office. Ces termes visent, bien entendu, l'état matériel ou l'utilisation de fait des lieux au moment où le classement est prononcé.

Il est d'ailleurs rare qu'une mesure de classement entraîne ce genre de modification. On ne peut cependant en écarter l'hypothèse et, dans ce cas, l'indemnisation du propriétaire est justifiée.

En revanche, le texte permet de repousser toute indemnité qui compenserait globalement la perte de valeur vénale de la propriété, résultant de l'impossibilité de spéculer sur la destruction d'un immeuble classé.

Tel est le point fondamental du projet. La réforme est essentielle.

Depuis vingt ans, l'administration a surtout pratiqué dans les villes une politique d'inscription à l'inventaire supplémentaire pour les raisons financières que je viens de signaler et aussi dans le souci de ne pas faire peser de trop lourdes servitudes sur le propriétaire qui utilise normalement l'édifice. Il ne convient pas que cette politique débouche aujourd'hui sur l'impuissance de l'Etat à défendre notre patrimoine.

Vous connaissez l'effort entrepris pour la protection des abords de nos monuments. En 1963, a été créée une « section des abords » au sein de la commission supérieure des monuments historiques, pour traiter toutes les questions relatives au périmètre de protection institué autour des monuments classés ou inscrits. La section, qui comprend des personnalités ouvertes à la fois aux problèmes d'archéologie et d'architecture classique et aux recherches de la création architecturale, a entrepris d'orienter et, à bien des égards, de libérer d'une certaine timidité les études des architectes travaillant dans les quartiers qui possèdent de nombreux monuments anciens.

Partout, cet effort est accueilli avec faveur, tout comme celui que nous poursuivons parallèlement, et dans le même esprit, pour la sauvegarde des quartiers anciens et la mise en valeur des villes d'art. Cet effort tournerait court, pour le plus grand dommage de ces quartiers, s'il suffisait à un promoteur qui acquiert un immeuble inscrit à l'inventaire de mettre, sans risque, l'administration au défi de proclamer le classement d'office, pour avoir la pleine liberté de détruire cet immeuble.

Nous sommes convaincus que la seule menace d'une arme efficace découragera à l'avance les projets trop hasardeux ; tel est l'objet premier du texte qui vous est soumis.

Certaines lois sont faites pour être répressives : d'autres sont des avertissements.

Le projet de loi apporte une innovation importante en matière d'exécution de travaux sur un immeuble classé en introduisant un article 9-1 nouveau dans la loi de 1913. Il est nécessaire d'en mettre en lumière la véritable signification.

Le propriétaire d'un monument historique classé n'est pas déchargé de l'obligation d'entretien qui lui incombe, comme à tout propriétaire, en vertu du droit commun. Il appartient seulement à l'administration de veiller à ce que les travaux entrepris, soit à son initiative, soit à l'initiative du propriétaire, s'exécutent conformément aux exigences archéologiques et architecturales de conservation et de présentation du monument.

Il n'est pas question de revenir sur le caractère essentiel du rapport entre l'Etat et le propriétaire d'un monument historique. Ce rapport doit être fondé sur la confiance et sur l'entente. Nous connaissons le rôle souvent joué par les propriétaires, qu'il s'agisse de personnes privées ou de collectivités publiques, pour maintenir l'intégrité matérielle et spirituelle du patrimoine en leur possession.

Nos efforts visent à permettre aux propriétaires d'engager avec les agents de l'Etat un dialogue fondé sur des responsabilités réelles. C'est à quoi tend en partie la rigueur accrue des contrôles exercés sur la consommation des crédits budgétaires consacrés à l'entretien courant des monuments historiques.

Aussi les propriétaires seront-ils mieux à même d'apprécier l'efficacité des interventions du service grâce à l'accélération des travaux et à la meilleure organisation des chantiers.

Le montant prévisible des reports sur le chapitre 35-31 à la fin de l'exercice en cours sera pourtant réduit au quart de ce qu'il était l'an dernier.

Dans ce sens aussi doit atter l'extension de la pratique des subventions de préférence à celle des fonds de concours lorsque l'exécution des travaux en régie, au nom de l'Etat, n'est pas indispensable.

De même espérons-nous voir s'achever dans les premiers mois de l'année prochaine les conversations engagées avec le Crédit hôtelier pour faciliter l'accès de cet organisme aux propriétaires privés d'édifices classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire. Ces propriétaires y trouveront une aide qui accroîtra leur autonomie financière et affermira leur responsabilité de maîtres d'œuvre.

Quant aux collectivités locales, elles auront l'occasion de manifester leur volonté d'initiative dans l'application de la seconde loi de programme en cours de mise au point avec le ministère de l'économie et des finances.

Il n'est donc pas envisagé, je le répète, de revenir sur cette recherche traditionnelle de l'accord du propriétaire pour l'exécution des travaux intéressant son édifice, notamment sur la répartition des charges financières.

Mais une question se pose, à laquelle j'ai déjà fait allusion. Quelle attitude prendre à l'égard du propriétaire qui refuse délibérément de participer aux travaux nécessaires à la conservation de son édifice, soit qu'il spéculé sur l'obligation morale qu'a l'Etat de le sauvegarder, soit même qu'il espère — car, hélas ! ce n'est pas une hypothèse gratuite — que l'Etat, faute de moyens financiers, se résoudra à laisser disparaître le monument, ouvrant ainsi la voie à une opération immobilière fructueuse ?

Je vous rappelle, mesdames, messieurs, que le désert de Retz où se trouvent, avec la pagode de Chanteloup, les vestiges les plus importants d'Europe de monuments chinois du XVIII^e siècle, est la propriété d'un marchand forestier qui les laisse tomber non pas en ruines, mais en poussière, alors que le Gouvernement est totalement désarmé et que le désert de Retz est le seul lieu en Europe où existent de telles œuvres.

M. Jean-Paul Palewski. C'est exact.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Aujourd'hui, la réponse est simple : l'Etat ne peut qu'exécuter les travaux lui-même, à ses frais exclusifs.

Il utilise quelquefois cette faculté dans les limites de la modicité des dotations budgétaires, et aussi du caractère discuté d'une initiative qui enrichit un propriétaire sans contrepartie.

L'article 9-1 nouveau se propose de remédier à cette anomalie. Après mise en demeure restée infructueuse du propriétaire pour qu'il exécute lui-même, avec l'aide de l'Etat, les travaux indispensables à la conservation de l'immeuble classé, l'administration pourra exécuter ces travaux d'office, en récupérant ensuite une partie des sommes exposées, ou même elle pourra engager la procédure d'expropriation de l'édifice.

Bien que cette procédure vise les propriétaires ayant délibérément et obstinément refusé tout accord amiable dans le cadre des procédures traditionnelles fondées sur l'article 9 de la loi de 1913, elle reste assortie de garanties contre toute décision arbitraire. Elle ne joue d'abord qu'autant que la conservation même de l'édifice est en cause, et le juge dispose d'un large pouvoir de décision à l'égard du bien-fondé et de la teneur de l'injonction de l'administration. Ensuite, l'Etat ne peut récupérer plus de la moitié des dépenses faites et peut offrir au propriétaire des délais de remboursement limités au maximum à dix ans.

Après ces longues explications, je serai très bref sur les dernières dispositions de la loi. Seul l'article 9-2 nouveau appelle un commentaire.

La faculté de revendre les immeubles expropriés est une condition nécessaire pour que les cas d'expropriation ouverts par la loi de 1913 soient effectivement utilisés si besoin est. Sinon la crainte d'alourdir durablement ses charges interdira le plus souvent à une collectivité publique, fût-elle l'Etat,

de faire entrer définitivement dans son patrimoine un immeuble grevé de lourds frais d'entretien ou de réparation en raison de la carence du propriétaire évincé.

Cependant toutes les précautions devront être prises pour que ces ventes ne soient pas détournées de leur objet. Il est donc prévu qu'elles seront accompagnées d'un cahier des charges approuvé par décret en Conseil d'Etat assurant l'achèvement de la restauration ainsi que l'entretien et l'utilisation ultérieurs de l'édifice dans des conditions conformes à son caractère.

Enfin la formule du choix de l'acquéreur de gré à gré a été retenue, de façon à écarter les surprises dans une matière où l'importance des rapports de confiance et de compréhension est essentielle.

Mesdames, messieurs, permettez-moi, pour terminer, de symboliser en quelques mots tout ce que je viens de dire : au cours des cinq dernières années, sur 518 classements prononcés, 8 seulement l'ont été d'office. Encore ne s'agissait-il pas de propriétés privées en zone urbaine. Vous ne pouvez dédaigner un tel symbole.

C'est pourquoi nous vous demandons les moyens de ne pas rencontrer davantage de difficultés. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'article 5 de la loi du 31 décembre 1913 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. — L'immeuble appartenant à toute personne autre que celles énumérées aux articles 3 et 4 est classé par arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement.

« A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat qui détermine les conditions de classement et notamment les servitudes et obligations qui en découlent. Le classement peut alors donner droit à indemnité au profit du propriétaire s'il résulte des servitudes et obligations dont s'agit une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain. La demande de l'indemnité devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

« Le Gouvernement peut ne pas donner suite au classement d'office dans les conditions ainsi fixées. Il doit alors dans un délai de trois mois à compter de la notification du jugement, soit abroger le décret de classement, soit poursuivre l'expropriation de l'immeuble. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Sont ajoutés après l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913 les deux articles 9-1 et 9-2 ci-après :

« Art. 9-1. — Indépendamment des dispositions de l'article 9, troisième alinéa ci-dessus, lorsque la conservation d'un immeuble classé est compromise par l'inexécution de travaux de réparation ou d'entretien, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles peut mettre en demeure le propriétaire de faire procéder auxdits travaux, en lui indiquant le délai dans lequel ceux-ci devront être entrepris et la part de la dépense qui sera supportée par l'Etat, laquelle ne pourra être inférieure à 50 p. 100.

« L'arrêté de mise en demeure est notifié au propriétaire. Si ce dernier en conteste le bien-fondé, le tribunal administratif statue sur le litige et peut, le cas échéant après expertise, ordonner l'exécution de tout ou partie des travaux prescrits par l'administration.

« Le recours au tribunal administratif est suspensif.

« Sans préjudice de l'application de l'article 10 ci-dessus, faute par le propriétaire de se conformer soit à l'arrêté de mise en demeure s'il ne l'a pas contesté, soit à la décision de la juridiction administrative, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles peut soit faire exécuter d'office les travaux par son administration, soit poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat.

« En cas d'exécution d'office le propriétaire est tenu de rembourser à l'Etat le coût des travaux exécutés par celui-ci dans la limite de la moitié de son montant. La créance ainsi née au profit de l'Etat est recouvrée comme en matière de contributions directes aux échéances fixées par le ministre des affaires culturelles qui a la faculté de les échelonner jusqu'à la dixième année suivant la réception définitive des travaux. Toutefois, en cas de mutation de l'immeuble à titre onéreux, la totalité des sommes restant dues devient immédiatement exigible. Les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque légale sur l'immeuble.

« Art. 9-2. — Les immeubles classés, expropriés par application des dispositions de la présente loi, peuvent être cédés de gré à gré à des personnes publiques ou privées. Les acquéreurs s'engagent à les utiliser aux fins et dans les conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. Des cahiers des chartes types sont approuvés par décret en Conseil d'Etat.

« Les dispositions de l'article 8 (4^e alinéa) sont applicables aux cessions faites en vertu des dispositions de l'alinéa précédent. »

M. le rapporteur pour avis a présenté un amendement n° 2 qui tend à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 par la phrase suivante :

« La mise en demeure précisera les modalités de versement de la part de l'Etat et, éventuellement, celles de la participation de tiers. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Plevin, rapporteur pour avis. L'objet de cet amendement est d'inviter le Gouvernement à faire en sorte que dans la mise en demeure adressée au propriétaire soient précisées les modalités du versement de la part de l'Etat et, éventuellement, celles de la participation de tiers.

C'est le type d'amendement qui a été inspiré par le souci de la commission de faciliter un accord entre l'Etat et les propriétaires.

Savoir à quel moment ils pourront encaisser le montant de la subvention que l'Etat est disposé à leur accorder est un élément de décision très important pour eux.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Le Gouvernement accepte le début de l'amendement : « La mise en demeure précisera les modalités de versement de la part de l'Etat », mais non sa fin.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Plevin, rapporteur pour avis. Puis-je vous demander pourquoi, monsieur le ministre ?

Dans notre idée, par les « tiers », nous entendons les collectivités publiques, municipalités ou départements, qui collaborent avec votre administration pour la remise en état de monuments, ou même les associations comme celles qui existent pour la sauvegarde de certains quartiers.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. En gros, monsieur le rapporteur pour avis, j'ai adopté cette attitude parce que l'Etat ne peut pas prendre d'engagement au nom des tiers.

M. René Plevin, rapporteur pour avis. L'Etat peut négocier !

M. le président. La proposition du Gouvernement constitue un sous-amendement à l'amendement n° 2 de M. Plevin et tend à supprimer in fine les mots : « et, éventuellement, celles de la participation de tiers. »

Je mets ce sous-amendement aux voix.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2, modifié par le sous-amendement du Gouvernement.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur pour avis et M. Pflinlin ont présenté, à l'article 2, un amendement n° 3 qui tend à compléter comme suit le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 :

« Toutefois, dans le cas où le propriétaire offre à l'Etat d'acquiescer son immeuble à un prix fixé à défaut d'accord amiable par le juge de l'expropriation, la procédure d'exécution d'office ne peut être utilisée. L'Etat peut, avec leur consentement, se substituer une collectivité publique locale ou un établissement public. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Plevin, rapporteur pour avis. La plupart des membres de la commission des lois se sont préoccupés ce matin de la situation des propriétaires qui pourraient refuser de coopérer avec l'Etat, non par mauvaise volonté, mais parce qu'ils seraient

incapables, faute de ressources, d'accepter les charges que comporterait la remise en état des monuments.

Nous avons pensé, nous fondant d'ailleurs sur l'expérience que nous avons quotidiennement de ces problèmes, que la meilleure manière d'éviter des litiges entre l'Etat et ces propriétaires était de permettre à ceux-ci d'offrir à l'Etat d'acquiescer leur immeuble et ce à un prix qui serait fixé par accord amiable, ou, à défaut d'accord amiable, par le juge de l'expropriation.

La commission des lois a approuvé à l'unanimité cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Le souci de M. Plevin me paraît être de défendre contre les rigueurs éventuelles de la loi les petits propriétaires de bonne foi.

Il est clair que ce texte ne vise nullement ces propriétaires, puisqu'il est dirigé essentiellement contre les promoteurs qui sont prêts à tout détruire. M. Plevin le sait aussi bien que moi.

Nous voulons un instrument qui ne soit pas inutilisable, bien que nous n'ayons pas l'intention de nous en servir. Or, si nous écartons la procédure d'exécution d'office, nous ne pourrions plus rien faire.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement repousse cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3. (L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. Icart a présenté, à l'article 2, un amendement n° 1 qui tend à rédiger ainsi la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 :

« La créance ainsi née au profit de l'Etat est recouvrée comme en matière de contributions directes ; le propriétaire aura la possibilité d'échelonner ce remboursement jusqu'à la vingtième année suivant la réception définitive des travaux, tenu compte du montant de ceux-ci et de la faculté contributive de l'intéressé, dans des conditions qui seront fixées par décret. Toutefois, ... (le reste sans changement). »

La parole est à M. Icart.

M. Fernand Icart. Cet amendement répond aux préoccupations exprimées tout à l'heure par M. Plevin, et qui se traduisent dans son amendement n° 5 présenté au nom de la commission.

Je pense qu'il ne convient pas de laisser au seul ministre le pouvoir de juger de la faculté contributive de tel ou tel propriétaire lors d'une opération de restauration ou d'entretien.

Selon moi, il faut que la faculté d'emprunter soit donnée aux propriétaires en fonction de critères pré-établis, car il n'est pas bon, en l'occurrence, de donner l'impression aux intéressés que les sommes dont ils seront redevables au titre de travaux effectués d'office par l'Etat, leur seront réclamées selon des critères purement subjectifs.

Dans le texte actuel, en cas de mise en demeure, le propriétaire ne saura pas dans quelles conditions il devra s'acquitter de la dette qui sera éventuellement très lourde : une chose est de payer en dix ans, une autre chose est de payer immédiatement.

Mon amendement n'a d'autre but que d'informer et de rassurer.

Par ailleurs, le délai de dix ans m'est apparu insuffisant s'agissant, d'une part, de travaux immobiliers dont l'amortissement est normalement échelonné sur une plus longue période et, d'autre part, de sommes qui peuvent être considérables. Tel est l'esprit de mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Plevin, rapporteur pour avis. La commission des lois n'a pas été saisie de cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Georges Becker, rapporteur. La commission des affaires culturelles familiales et sociales n'a pas, elle non plus, été saisie de cet amendement, mais il ne semble pas qu'elle y aurait été hostile.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. La commission, dites-vous, n'aurait pas été hostile à cet amendement. C'est à voir.

Sur le fond du problème, je n'ai plus grand-chose à ajouter. Mais il y a un point d'histoire à considérer. C'est celui-ci : une fois de plus, on laisse entendre que le citoyen doit être, à tout prix « sauvé » d'avance contre « les pouvoirs ». Or, il faudrait savoir si nous sommes encore au XIX^e siècle ou en 1966. Je ne vois pas pourquoi « les pouvoirs » seraient contre les propriétaires de bonne foi alors qu'ils n'ont pas cessé de les aider.

Ce projet veut atteindre les gens riches et puissants qui détruisent des immeubles privés, châteaux ou églises, afin de pouvoir édifier à côté des maisons de rapport.

C'est de cela qu'il s'agit et non d'autre chose.

Dans ces conditions, je considère que tout texte qui donne des droits à celui qu'il faut bien appeler le « fraudeur numéro un » est déraisonnable ; c'est pour cette raison que le Gouvernement n'accepte pas l'amendement.

M. Louis Vallon. Très bien !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.
(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur pour avis a présenté, à l'article 2, un amendement n° 4 qui tend, dans la deuxième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913, à supprimer les mots : « comme en matière de contributions directes ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Le texte du projet dispose : « La créance ainsi née au profit de l'Etat est recouvrée comme en matière de contributions directes aux échéances... » Nous demandons la suppression des mots : « Comme en matière de contributions directes. »

Cette expression signifie, en effet, que quelques mois de retard dans le versement d'une annuité pourront entraîner commandement, saisie, vente forcée. Il y aura, pour le moins, application de la majoration de 10 p. 100. S'agissant de prêts du Crédit foncier, un débiteur qui est provisoirement embarrassé peut souvent obtenir, s'il démontre que sa situation n'a pas été obérée de son fait, un report d'échéances.

Nous avons donc souhaité adoucir quelque peu la rigueur de cette disposition, car on ne peut pas assimiler une créance née dans ces conditions à un impôt.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Je propose une modification qui pourrait, je crois, obtenir l'accord de M. Pleven. La phrase se lirait de la façon suivante : « La créance ainsi née au profit de l'Etat est recouvrée suivant la procédure applicable aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine... ».

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Je me rallie à cette rédaction.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4 avec la modification proposée par le Gouvernement.
(L'amendement ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur pour avis a présenté à l'article 2 un amendement n° 5 qui tend à rédiger comme suit la fin de la deuxième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 :

« ... par le ministre des affaires culturelles qui, sur la demande du propriétaire, les échelonnera sur une durée de 5 ans au moins et de 20 ans au plus ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Cet amendement a simplement pour objet de donner au ministre des affaires culturelles le pouvoir d'échelonner les remboursements du propriétaire à l'intérieur d'une fourchette plus large que celle qui est prévue par le texte du projet de loi.

Ce texte indique, en effet, que les remboursements devront être effectués en dix années au plus. Nous souhaiterions que le ministre des affaires culturelles, sur la demande du propriétaire, ait la possibilité d'échelonner les remboursements sur une durée de cinq ans au moins et de vingt ans au plus.

Il s'agit en l'occurrence de dépenses immobilières et, d'ordinaire, la période d'amortissement de telles dépenses excède largement dix ans.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Cet amendement contient en réalité deux dispositions. Je suis d'accord sur l'une, mais non sur l'autre.

Je propose donc un sous-amendement tendant à rédiger la fin de la phrase de la façon suivante : « ... par le ministre des affaires culturelles qui pourra les échelonner sur une durée de cinq ans au moins et de vingt ans au plus ».

Pour la durée, je suis d'accord ; mais je n'accepte pas que cela se fasse à la demande du propriétaire.

Ce problème a déjà été soulevé à maintes reprises. Je le répète, le propriétaire de bonne foi n'a rien à craindre. Mais ne donnons pas des armes excellentes au propriétaire de mauvaise foi.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. La commission des lois n'a nullement pensé à protéger le propriétaire de mauvaise foi.

Elle a seulement envisagé le cas du propriétaire qui souhaiterait s'acquitter plus tôt de sa dette. C'est pourquoi nous avons proposé qu'il demande lui-même le report du paiement.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Je répète que le Gouvernement accepte l'échelonnement. Mais il serait véritablement imprudent de faire intervenir le propriétaire en cette affaire.

M. le président. Je suis saisi par le Gouvernement d'un sous-amendement tendant à rédiger le texte proposé par l'amendement n° 5, de la façon suivante : « ... par le ministre des affaires culturelles qui pourra les échelonner sur une durée de cinq ans au moins et de vingt ans au plus ».

Je mets aux voix ce sous-amendement.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5, modifié par le sous-amendement du Gouvernement.

(L'amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur, pour avis a présenté un amendement n° 6 qui tend à supprimer la troisième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913.

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Le projet de loi prévoit qu'en cas de mutation de l'immeuble à titre onéreux la totalité des sommes restant dues devient immédiatement exigible.

Cette disposition, d'une excessive sévérité, est de nature à empêcher pratiquement la vente d'un grand nombre d'immeubles.

Evidemment, dans ce domaine, il y a une différence d'optique entre le Gouvernement et la commission des lois. Le Gouvernement, dans ses efforts pour protéger les monuments historiques, pense à sanctionner les « saboteurs » ; la commission pense surtout aux propriétaires de bonne foi qui, faute de ressources, ne peuvent satisfaire au souhait du Gouvernement.

Cependant, sans donner prise à la critique que nous a faite le Gouvernement de vouloir inconsciemment faciliter les opérations de certaines personnes dont nous condamnons, tout autant que lui, le comportement, il serait souhaitable de supprimer cette exigibilité immédiate de la totalité de la créance.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Je n'ai pas accusé la commission des lois de vouloir permettre au propriétaire de mauvaise foi d'agir à sa guise. Mais il est certain, comme vient de le dire M. Pleven, qu'il y a une différence d'optique entre la commission et le Gouvernement.

Vous voulez épargner des gens qui risquent d'être, disons, bousculés par ce projet de loi ; nous voulons, nous, avoir une arme suffisamment efficace pour lutter contre des gens beaucoup plus puissants que les petits propriétaires que vous voulez défendre.

Il faut que l'Assemblée choisisse. Je lui demande de faire confiance au Gouvernement — et je crois pouvoir dire qu'en ce qui le concerne M. Pleven n'y manquera pas — étant entendu que nous accorderons presque d'office le bénéfice du doute au propriétaire de bonne foi. Mais lorsque nous aurons affaire aux gens puissants dont j'ai parlé, il convient que nos armes ne soient pas émoussées.

C'est pourquoi le Gouvernement ne peut partager le point de vue de la commission.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. S'agissant du ministre actuel des affaires culturelles, je suis évidemment prêt à lui faire pleinement confiance. Mais encore faut-il que le texte lui permette juridiquement de moduler son action. Ce n'est pas le cas, puisque ce texte, tel qu'il est rédigé présentement, ne lui donne aucune possibilité d'établir une différence entre les propriétaires.

En effet, même si le propriétaire est d'une entière bonne foi, la totalité de sa créance, en cas de mutation de l'immeuble à titre onéreux, devra être considérée comme immédiatement exigible. Je souhaite que l'on puisse trouver une formule permettant de dire qu'en cette circonstance le ministre aura la faculté de décider que la totalité des sommes restant dues deviendra immédiatement exigible.

Je ferais alors très volontiers cette concession à M. le ministre des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Je puis me rallier à ce point de vue, mais il doit être bien entendu qu'en aucun cas nous ne devons permettre au propriétaire de mauvaise foi de disposer du prix de l'immeuble.

M. le président. Il conviendrait de traduire cela dans l'amendement.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Nous pourrions réserver cet amendement afin de préparer une nouvelle rédaction.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. D'accord.

M. le président. L'amendement n° 6 est réservé.

M. le rapporteur pour avis a présenté, à l'article 2, un amendement, n° 7, qui tend à rédiger comme suit la dernière phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 :

« Les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque inscrite sur l'immeuble à la diligence et aux frais de l'Etat ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Il s'agit simplement de préciser que les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque inscrite sur l'immeuble à la diligence et aux frais de l'Etat, alors qu'il est dit dans le texte du Gouvernement que les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque légale sur l'immeuble.

Je tiens à donner quelques indications à l'Assemblée sur ce point.

Le Gouvernement nous a avisés, en commission des lois, qu'avant la fin de cette session il insisterait pour que le Parlement vote d'urgence un certain nombre de dispositions tendant à modifier assez sensiblement le droit des privilèges et hypothèques légales du Trésor, qui souvent ont actuellement pour conséquence de rendre le crédit très difficile.

La nouvelle législation imposera au Trésor, pour l'inscription de ses privilèges et de ses hypothèques, les mêmes règles que celles qui sont appliquées aux créanciers hypothécaires ordinaires. Ainsi personne ne sera surpris, au moment de la liquidation d'une entreprise, de découvrir que, clandestinement en quelque sorte, une hypothèque énorme pèse sur les biens d'un débiteur.

Il nous a semblé naturel que la créance née de travaux exécutés sur un immeuble suive les mêmes règles et qu'en conséquence l'hypothèque soit inscrite dans les conditions ordinaires à la diligence des représentants de l'Etat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. M. Pleven envisage-t-il une hypothèque inscrite aux frais du créancier, qui est l'Etat ?

M. René Pleven, rapporteur pour avis. C'est généralement ainsi que cela se passe. Cela dépend si le marché est créancier ou débiteur. L'amendement a été suggéré par un de nos collègues qui a convaincu la commission.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Nous pourrions également réserver cet amendement.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Volontiers.

M. le président. Le Gouvernement demande la réserve de l'amendement n° 7. La réserve est de droit. Elle est prononcée.

M. Becker a présenté, à l'article 2, un amendement n° 9 qui tend à compléter la première phrase du premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 9-2 par les dispositions suivantes :

« ... à l'expiration d'un délai de sept ans à compter de leur expropriation. Si la cession a lieu moins de 30 ans après l'expropriation intervenue conformément au quatrième alinéa de l'article 9-1, l'offre d'achat doit être faite en priorité à l'ancien propriétaire ou à ses ayants droit à titre universel. »

La parole est à M. Becker.

M. Georges Becker, rapporteur. Il faut exclure toute possibilité d'intervention des pouvoirs publics destinée à faciliter un transfert brutal de propriété. Donner sans limite à l'Etat un pouvoir discrétionnaire d'achat et de vente n'irait pas sans risque ; en prescrivant un délai de sept années entre ces deux opérations, on vise à fournir des garanties sur ce point.

D'autre part, il semble souhaitable de donner en cas de vente un sorte de droit de préemption à l'ancien propriétaire pour le cas où sa situation financière se serait modifiée. Les monuments historiques ne peuvent que bénéficier de l'attachement affectif dont ils sont l'objet en tant que demeures familiales.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Le Gouvernement tient absolument à n'avoir affaire qu'à des cessions immédiates. Nous pensons qu'à partir du moment où la cession devient à terme, l'essentiel ou presque de ce que nous défendons est détruit.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté, à l'article 2, un amendement n° 10 qui tend à rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 9-2 :

« Les dispositions de l'article 8 (4^e alinéa) restent applicables aux cessions faites à des personnes publiques en vertu des dispositions du premier alinéa du présent article ».

La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Au fond, on reproche à cet article de ne pas écarter tout risque d'arbitraire. Mais, comme je l'ai déjà dit, ce reproche n'est pas fondé. Pour autant qu'il s'agisse de la conservation d'édifices classés, la vente sera subordonnée à l'application du cahier des charges où figureront toutes les conditions nécessaires au respect du principe de l'utilité publique recherché par la procédure d'expropriation.

C'est toujours le même problème. Si les clauses du cahier des charges n'étaient pas respectées, la vente serait résiliée.

Le cahier des charges sera approuvé par décret en Conseil d'Etat. Cette disposition apporte au propriétaire exproprié la garantie qu'il a la mesure prise à son encontre ne sera pas détournée de son objet.

Au surplus, disons-nous qu'aucune loi n'est parfaite. Il s'agit seulement de savoir dans quelle direction le législateur entend orienter les pouvoirs publics.

Le Gouvernement se déclare prêt à accepter l'amendement à l'article 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, qui subordonne toute cession de gré à gré à une personne privée à une approbation par décret en Conseil d'Etat. Cette disposition nous paraît être la plus raisonnable.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Becker, rapporteur. La commission n'a pas été saisie de l'amendement. Elle n'a donc pu se prononcer.

M. le président. Quel est l'avis de la commission pour avis ?

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Si j'ai bien compris M. le ministre, l'amendement du Gouvernement ne s'applique qu'aux cessions faites à des collectivités publiques. S'il en est ainsi, je n'ai aucune objection à soulever mais je ne puis toutefois engager la commission qui n'a pas eu à connaître de ce texte. Personnellement, je l'accepterais.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

Le premier, n° 8, présenté par M. le rapporteur pour avis, tend à compléter le texte proposé pour l'article 9-2 de la loi du 31 décembre 1913 par le nouvel alinéa suivant :

« En cas de cession à une personne privée, la décision ne peut être prise que par décret en Conseil d'Etat. »

Le deuxième amendement, n° 11, présenté par le Gouvernement, tend à compléter l'article 9-2 par le nouvel alinéa suivant :

« La cession elle-même, lorsqu'elle est faite à une personne privée, est approuvée par décret en Conseil d'Etat. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour soutenir l'amendement n° 8.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Le Gouvernement vient de nous dire qu'il était favorable à cet amendement.

Il faut, en effet, s'entourer de garanties particulières lorsqu'il s'agit d'une expropriation pour cause d'utilité publique décidée au profit d'un particulier.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, pour soutenir l'amendement n° 11.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. J'aimerais voir ajouter à l'article 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, un nouvel alinéa précisant que la cession faite à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat.

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Les deux amendements en discussion ne diffèrent que dans la forme. Je retire donc le mien et me rallie à celui du Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 8 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 11.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le vote sur les amendements n° 6 et 7 étant réservé, le vote sur l'article 2 l'est également.

[Articles 3 à 5.]

M. le président. « Art. 3. — Le premier alinéa de l'article 10 de la loi du 31 décembre 1913 est modifié comme suit :

« Art. 10. — Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés ou des travaux de réparation ou d'entretien faite desquels la conservation de

ces immeubles serait compromise, l'administration des affaires culturelles, à défaut d'accord avec les propriétaires... » (le reste sans changement).

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 4. — Le premier alinéa de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13 bis. — Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Un décret en Conseil d'Etat déterminera, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi. » — (Adopté.)

[Article 2 (suite).]

M. le président. Nous revenons à l'article 2 et aux amendements n^{os} 6 et 7 qui avaient été réservés.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Le Gouvernement demande une suspension de séance de quelques instants pour examiner ces amendements.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-sept heures vingt-cinq minutes, est reprise à dix-sept heures quarante minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Avant de poursuivre la discussion du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, nous allons examiner les projets inscrits à la suite de l'ordre du jour.

— 8 —

RATIFICATION D'UN AVENANT A UNE CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 29 octobre 1958 entre la France et l'Italie, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts directs sur les revenus et sur la fortune, ensemble le protocole joint, signés à Paris, le 6 décembre 1965. (N^{os} 2086, 2218).

La parole est à M. Louis Vallon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Louis Vallon, rapporteur général. Mes chers collègues, vous êtes appelés à ratifier cinq conventions. Bien entendu, ces conventions, qui ont été négociées d'Etat à Etat, ne peuvent être modifiées par la voie parlementaire. Vous ne pouvez donc que vous prononcer pour ou contre leur ratification.

Je vous proposerai de les ratifier toutes les cinq.

La première d'entre elles est la convention fiscale franco-italienne. Celle qui est en vigueur a été ratifiée le 16 juin 1930 et complétée par un avenant du 16 mai 1931. Elle n'est manifestement plus adaptée à la situation actuelle.

Des négociations, en vue de modifier cette convention initiale, ont été entreprises en 1956 ; elles ont abouti à la signature, le 29 octobre 1958, d'une nouvelle convention.

Malgré la ratification du nouvel accord a été rapide du côté français, l'accomplissement de cette formalité devant le Parlement italien a été fort long ; si bien qu'à la suite de modifications intervenues dans la législation fiscale italienne, une mise à jour des dispositions convenues en 1958 était devenue indispensable.

C'est à cette exigence, en particulier concernant les domaines des revenus de capitaux mobiliers, que répond l'avenant dont la ratification est soumise à l'autorisation parlementaire par le présent projet de loi.

Ce projet institue un régime d'imposition analogue à celui qui existe déjà dans les relations fiscales de la France avec les Etats-Unis, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et d'autres pays étrangers, en matière d'imposition des revenus des capitaux mobiliers. Les autres dispositions de l'avenant ont généralement pour objet d'apporter à la convention de 1958 des modifications de pure forme sur lesquelles je n'insisterai pas davantage.

Il paraît souhaitable que nous arrivions à la mise en application de textes cohérents, car, en raison d'un certain manque d'équilibre dans les mesures d'ordre fiscal prises en Italie, certains intérêts français se trouvent lésés.

C'est pourquoi la commission des finances vous propose d'adopter l'article unique du projet de loi qui autorise la ratification de l'avenant à la convention fiscale du 29 octobre 1958 entre la France et l'Italie.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — Est autorisée la ratification de l'avenant à la convention du 29 octobre 1958 entre la France et l'Italie, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts directs sur les revenus et sur la fortune, ensemble le protocole joint, signé à Paris le 6 décembre 1965, avenant et protocole dont les textes sont annexés à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 9 —

RATIFICATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA CONFEDERATION SUISSE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, ensemble le protocole additionnel joint signés à Paris, le 9 septembre 1966 (n^{os} 2139, 2219).

La parole est à M. Louis Vallon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Louis Vallon, rapporteur général. Cette convention pose des problèmes plus délicats que la précédente.

C'est la convention du 31 décembre 1953 qui règle actuellement les relations fiscales entre la France et la Suisse. Elle avait été établie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Des négociations, engagées d'ailleurs à l'initiative du Gouvernement français, ont, depuis lors, abouti à la signature, à Paris, le 9 septembre 1966, d'une nouvelle convention dont le Gouvernement demande aujourd'hui au Parlement d'autoriser la ratification.

Deux motifs essentiels ont conduit la France à demander la révision de la convention antérieure. Le premier tient à ce que certaines dispositions de cette convention, notamment celles qui sont relatives aux dividendes, intérêts et redevances et qui prévoient l'imposition exclusive en Suisse des produits de l'espèce de source française dont bénéficient les personnes domiciliées en Suisse, sont devenues très désavantageuses pour la France, par suite de l'évolution des mouvements de capitaux au cours des dix dernières années.

Le second motif de révision est fondé sur l'espoir qu'à la faveur d'un nouvel accord, il sera possible de limiter mieux que par le passé les inconvénients que présente, pour notre pays, la constitution en Suisse de sociétés, de plus en plus nombreuses, dont l'objet principal est d'alléger la charge fiscale qui devrait normalement être supportée dans un autre pays, par certains bénéficiaires ou revenus. Ces sociétés sont désignées sous le nom de « sociétés de base » et peuvent revêtir plusieurs formes.

Telles sont les sociétés holding pures, dont l'activité essentielle consiste à acquérir et à administrer des participations au capital d'autres entreprises, et les sociétés holding mixtes, qui font du commerce ou exercent une activité industrielle et qui, à côté de cette activité, ont investi une partie de leur patrimoine dans des participations.

Telles sont également les sociétés de domicile, qui ont établi leur siège social en Suisse mais n'y exercent aucune activité commerciale ou industrielle. Telles sont enfin les sociétés dites « auxiliaires » qui, n'ayant aucune activité commerciale ou de fabrication propre, n'accomplissent que des fonctions auxiliaires — exploitation de brevets, études du marché, assistance technique, publicité — pour des entreprises mères domiciliées en France.

Ces sociétés bénéficient les unes et les autres d'un régime fiscal différent selon les cantons — ce qui complique encore les choses — mais, en tout état de cause, exceptionnellement

avantageux. C'est d'ailleurs manifestement pour cela que ces sociétés ont été créées.

La convention a été négociée parce que la Suisse offre l'avantage, par rapport aux autres Etats-refuges — car la situation d'Etat-refuge n'est pas un monopole de la Suisse — tels que Panama, les Bahamas, le Liberia, le Lichtenstein, d'avoir conclu avec les principaux autres pays des conventions qui tendent à éviter les doubles impositions. Les cabinets juridiques internationaux savent exploiter les lacunes des législations internes, combinées avec les dispositions conventionnelles, pour que leurs clients profitent de cette situation.

A la vérité, la Suisse a elle-même reconnu que la prolifération de sociétés créées sur son territoire à des fins uniquement fiscales finissait par avoir une mauvaise réputation dans le monde. Un arrêté du Conseil fédéral du 14 décembre 1962 a tenté de limiter l'usage abusif, par certains contribuables ayant en Suisse un domicile fictif ou fallacieux et évitant ainsi de payer leurs impôts dans des conditions normales dans leur pays d'origine, des conventions fiscales conclues par la Confédération avec d'autres Etats.

Malheureusement les mesures en question relèvent de la seule décision de l'administration suisse et on ne peut pas dire que les résultats en soient entièrement satisfaisants.

La nouvelle convention franco-suisse du 9 septembre 1966 permettra — espérons-le — de dresser contre les abus que je viens de décrire en peu de mots, une barrière efficace. Je n'entre pas dans le détail.

Cette convention a été négociée fort sérieusement par le ministère des affaires étrangères et on peut penser qu'elle permettra de limiter dans une large mesure l'évasion fiscale que le précédent accord du 31 décembre 1953 rendait possible. Je n'en suis pas tout à fait sûr, mais comme vous tous, je le souhaite.

C'est pourquoi je vous demande d'adopter sans modification l'article unique du projet de loi 2139, qui tend à autoriser la ratification de la convention fiscale entre la République française et la Confédération suisse en date du 9 septembre 1966.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — Est autorisée la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ensemble le protocole additionnel joint, signés à Paris le 9 septembre 1966 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 10 —

APPROBATION D'UNE CONVENTION FISCALE ENTRE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA REPUBLIQUE VOLTAÏQUE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République voltaïque, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Ouagadougou le 11 août 1965 (n° 2141 et 2220).

La parole est à M. Louis Vallon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Louis Vallon, rapporteur général. Nous avons été saisis simultanément de trois projets de loi déposés devant l'Assemblée nationale le 15 novembre 1965 et tendant à autoriser l'approbation des conventions fiscales entre le Gouvernement de la République française d'une part et les gouvernements de la République du Dahomey, de la République du Sénégal et de la République voltaïque, d'autre part.

La similitude presque totale des trois conventions, conçues de telle manière qu'elles puissent s'adapter aussi exactement que possible aux règles que les Etats africains d'expression française et la République malgache se proposent d'adopter dans leurs rapports mutuels, autorise la commission des finances à vous présenter un rapport unique pour l'ensemble de ces trois projets de loi.

Les relations fiscales entre la France et les trois républiques du Dahomey, du Sénégal et de la Haute-Volta demeurent, en

matière d'impôt sur le revenu de capitaux mobiliers, régies par les dispositions de la convention qui avait été signée le 31 janvier et le 20 mars 1956 entre le Gouvernement français et le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Bien qu'il ait continué à produire ses effets entre la France et ces trois Etats, cet accord ne permet pas, en raison de son champ d'application extrêmement limité, de résoudre les cas de doubles impositions que multiplie le caractère étroit de la coopération entre la France et les républiques africaines dont il s'agit.

Nous avons déjà eu l'occasion l'année dernière de voter la ratification d'un certain nombre de ces conventions tendant à éviter les doubles impositions.

Je n'entrerai donc pas dans le détail de ces conventions dont l'économie générale vous est connue. Je vous dirai seulement que l'adoption des trois conventions qui nous sont simultanément soumises présentent un intérêt réel en raison des liens étroits qui nous unissent au Dahomey, au Sénégal et à la Haute-Volta, et du développement des relations qui résultent de la coopération entre la France et ces trois Etats.

C'est d'ailleurs certainement pourquoi M. le secrétaire d'Etat à la coopération est ici présent.

Ces conventions permettront certainement de supprimer des doubles impositions particulièrement fâcheuses et d'accorder aux bénéficiaires, domiciliés en France, de revenus de capitaux mobiliers de source dahoméenne, sénégalaise ou voltaïque un crédit d'impôt supérieur au montant de l'impôt perçu à la source dans l'une de ces Républiques.

Elles encourageront, par conséquent, les investissements français dans les Etats africains d'expression française.

C'est pourquoi, mesdames, messieurs, la commission des finances vous propose d'adopter l'article unique de chacun de ces projets de loi et d'autoriser ainsi l'approbation des conventions fiscales correspondantes entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la République du Sénégal, de la République du Dahomey et de la République voltaïque. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — Est autorisée, l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République voltaïque, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints signés à Ouagadougou le 11 août 1965, et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 11 —

APPROBATION D'UNE CONVENTION FISCALE ENTRE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA REPUBLIQUE DU DAHOMEY

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Cotonou, le 21 octobre 1965 (n° 2147 et 2221).

M. le rapporteur général a présenté en un seul rapport les conclusions de la commission des finances sur les trois projets.

M. Louis Vallon, rapporteur général. Oui, monsieur le président, j'ai dit que les trois conventions étaient tellement semblables que la même argumentation — si j'ose dire (*Soupires*.) — était valable pour les trois.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — Est autorisée l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du

Dahomey, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Cotonou le 21 octobre 1965 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 12 —

APPROBATION D'UNE CONVENTION FISCALE ENTRE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Dakar, le 3 mars 1965. (N^{os} 2148, 2222.)

Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — Est autorisée l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Dakar, le 3 mai 1965, et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 13 —

ORGANISATION DE LA REGION DE PARIS

Discussion du texte proposé par la commission mixte paritaire.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n^o 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris (n^{os} 2207, 2224).

La parole est à M. André Fanton, rapporteur de la commission mixte paritaire.

M. André Fanton, rapporteur. Mesdames, messieurs, la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte commun aux deux Assemblées sur les dispositions du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris, que notre Assemblée a déjà discuté à deux reprises, est parvenue à un accord sur l'ensemble de ce projet.

Les représentants de l'Assemblée nationale au sein de la commission mixte paritaire se sont ralliés au texte du Sénat qui tend à remplacer l'appellation traditionnelle du district — à savoir « district de la région de Paris » — par celle de « district de la région parisienne ».

Cette décision a été prise, les sénateurs et les députés étant convenus que ce changement ne modifiait en rien ni l'esprit ni la lettre de la loi du 2 août 1961.

Sur l'article 1^{er} de la loi, l'Assemblée nationale et le Sénat étaient en désaccord profond. Vous vous souvenez que le problème principal évoqué au cours de la discussion en première lecture, au mois de juin dernier, était celui que posait l'agence foncière et technique, établissement créé par décret le 14 avril 1962.

L'une des craintes alors exprimées par les membres de cette assemblée, était que, par le moyen de cette agence foncière et technique, le délégué général au district et son administration n'effectuent sans demander l'avis du conseil d'administration certaines opérations que ce dernier n'aurait pas jugé utile d'entreprendre.

Finalement, les représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat au sein de la commission mixte se sont mis d'accord sur une proposition de M. Capitant tendant à faire en sorte que l'établissement public — l'agence foncière et technique — créé par décret du 14 avril 1962, ne puisse, en matière d'acquisition, intervenir que dans les conditions conformes aux dispositions de la présente loi.

Dans l'esprit des membres de la commission mixte paritaire, cela signifie que le délégué général au district et le préfet de la région parisienne ne pourront utiliser l'agence foncière et technique que dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi du 2 août 1961, tel que propose de le modifier la commission mixte paritaire par l'article 1^{er} de la loi en discussion.

Il est également prévu dans le texte de cet article que « le district, sur décision de son conseil d'administration et après consultation des collectivités locales intéressées, peut procéder à des acquisitions immobilières en vue de la rétrocession des biens ainsi acquis à ces collectivités locales... »

Ce n'est qu'en cas de refus des collectivités sollicitées de bénéficier de la rétrocession, que le district conservera la propriété des biens acquis.

Les deux amendements dont je viens de parler ont été adoptés à l'unanimité par la commission mixte paritaire.

Sous le bénéfice de ces observations, je demande à l'Assemblée d'adopter les conclusions de la commission mixte paritaire. (Applaudissements.)

M. André Bord, secrétaire d'Etat à l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur. Monsieur le président, mesdames, messieurs, le Gouvernement se félicite de l'accord intervenu entre le Sénat et l'Assemblée. Il confirme la déclaration faite, en son temps, par le ministre de l'intérieur devant l'Assemblée et qui répond, d'ailleurs, aux préoccupations manifestées tant par le Sénat que par le rapporteur de votre commission.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. André Fanton, rapporteur. Je remercie M. le secrétaire d'Etat de confirmer la déclaration de M. le ministre de l'intérieur.

Mais je précise que la disposition proposée par la commission mixte paritaire est une interprétation large de cette déclaration et que, bien entendu, elle s'imposera puisqu'elle sera la loi.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Je donne lecture du texte de la commission mixte paritaire :

« Art. A. — Dans l'intitulé de la loi n^o 61-845 du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris et dans les articles 1^{er}, 2 et 7 de cette loi, les mots « région de Paris » sont remplacés par les mots « région parisienne ».

« Art. 1^{er}. — L'article 3 de la loi précitée du 2 août 1961 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le district de la région parisienne a pour objet :

« 1^o L'étude des problèmes qui ressortissent, soit à l'aménagement et à l'équipement de tout ou partie de la région, soit à l'organisation de certains services publics intéressant la région ;

« 2^o Dans la limite des ressources qui lui sont spécialement affectées, soit l'octroi d'aides financières à des collectivités, établissements publics ou sociétés d'économie mixte pour la réalisation de dépenses d'équipement intéressant la région, soit le concours pour le placement d'emprunts à ces collectivités, établissements publics ou sociétés, soit la prise en charge d'opérations d'intérêt régional avec l'accord des collectivités ou établissements publics intéressés.

« A défaut de l'accord des collectivités et établissements publics intéressés, donnés dans les conditions qui sont fixées par décret, les opérations d'intérêt régional pourront être prises en charge par le district sur décision du conseil d'administration, après autorisation par décret en conseil des ministres pris après avis du Conseil d'Etat.

« Pour la réalisation des objets définis au présent paragraphe, le district, sur décision de son conseil d'administration et après consultation des collectivités locales intéressées, peut procéder à des acquisitions immobilières en vue de la rétrocession des biens ainsi acquis à ces collectivités locales, à leurs groupements ou à des organismes aménageurs désignés par ces mêmes collectivités.

« En cas de refus des collectivités, groupements ou organismes sollicités de bénéficier de la rétrocession, le district conservera la propriété des biens ainsi acquis avec tous les droits y afférents ;

« 3^o La conclusion, le cas échéant, avec les collectivités locales, même si celles-ci ne font pas partie du district, de conventions en vue de l'étude de projets communs, de leur réalisation et, éventuellement, de la gestion des services publics.

« L'intervention de l'établissement public créé par le décret n^o 62-479 du 14 avril 1962 ne peut, en matière d'acquisition, se faire que dans les conditions conformes aux dispositions de la présente loi. »

« Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi susvisée du 2 août 1961 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le nombre des membres du conseil d'administration, composé de représentants des départements et des communes, sera fixé, dans les conditions prévues à l'article 8, à 54. »

« Art. 4. — Les dispositions de l'article 3 de la présente loi entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1968. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 14 —

DETOURNEMENT D'OBJETS MIS SOUS SCÉLÉS PAR DÉCISION JUDICIAIRE

Discussion d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Sanson tendant à assimiler au bris de scellés tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire (n° 2166 et 2012).

La parole est à M. Hogue, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Michel Hogue, rapporteur. Mesdames, messieurs, l'objet de la proposition de loi de M. Sanson est d'assimiler au bris de scellés tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire.

Quelques explications me semblent nécessaires pour votre complète information.

Dans plusieurs cas la loi impose dans un intérêt public, ou bien permet dans un intérêt privé, que des scellés soient apposés pour assurer la conservation ou l'identité d'une chose. Le bris de scellés consiste alors dans le fait matériel de destruction ou d'enlèvement des scellés, c'est-à-dire de bandes de papier ou de toile fixées par un cachet de cire portant l'empreinte de l'autorité publique.

Le bris de scellés constitue une infraction réprimée par les articles 249 et suivants du code pénal. Mais, pour que ceux-ci soient applicables, il faut qu'il y ait un acte matériel de bris par quelque procédé que ce soit. Même l'article 253, qui concerne le vol d'objets mis sous scellés, suppose toujours un acte matériel de bris.

Il y a là une conception restrictive du délit de bris de scellés dont l'exposé des motifs de la proposition de loi souligne qu'elle est impuissante à réprimer certaines infractions qui s'y rattachent pourtant étroitement.

En effet, le bris de scellés n'est puni correctionnellement que dans le cas où les scellés ont été effectivement brisés. Il en ressort que la seule soustraction d'objets ne constitue pas le délit de bris de scellés si ceux-ci sont intacts. Un seul exemple suffira pour le prouver.

Selon une jurisprudence de la Cour de cassation, un acte matériel est à ce point nécessaire que, si un individu s'introduit dans une cave sur la porte de laquelle avaient été apposés les scellés, en passant par une trappe sur laquelle les scellés n'avaient pas été apposés, et s'approprie tout ce qu'elle contenait, il ne pourra pas être poursuivi pour bris de scellés puisque ceux-ci seront restés apposés sur la porte.

Cet exemple démontre à quel point il est anormal qu'à la suite d'une apposition de scellés on puisse faire ce qu'on veut à la seule condition de respecter le petit carré qui constitue matériellement les scellés.

Sans doute, lorsqu'il y a ainsi détournement d'objets sans bris de scellés, les articles 379 et suivants du code pénal pourraient-ils être applicables. Encore faudrait-il que ce détournement soit effectué par un tiers qui ne puisse à aucun titre prétendre être propriétaire des objets sous scellés et que ce tiers ait agi avec une intention frauduleuse.

Or ce n'est pas le cas — et tel est bien l'esprit de la proposition de loi — lorsque, au cours d'une procédure de séparation de corps ou de divorce, le conjoint qui a quitté le domicile conjugal demande l'apposition des scellés. Bien souvent, les scellés sont seulement apposés sur un meuble et non sur la porte de l'appartement dans lequel l'autre conjoint continue à habiter, de sorte que celui-ci peut déménager tout le mobilier, à l'exception du meuble sur lequel les scellés ont été apposés, sans même être passible de l'article 249 du code pénal.

Sans doute l'article 400 du code pénal pourrait-il parfois s'appliquer en cas de détournement d'objets saisis. Mais souvent

lorsqu'il y a eu simplement apposition de scellés par procès-verbal, l'acte juridique nécessaire fait défaut pour que l'on puisse considérer que les objets sont sous main de justice au titre de la saisie, et là aussi la jurisprudence est telle que généralement l'article 400 du code pénal n'est pas applicable en pareil cas.

La commission estime que cette proposition de loi mérite d'être adoptée par l'Assemblée, avec toutefois une légère modification par rapport au texte initial. Elle considère, en effet, qu'il est suffisant de modifier l'article 249, en tant que la sanction encourue par le gardien des scellés qui, par simple négligence, a permis ou laissé opérer le détournement des objets mis sous scellés.

C'est pourquoi la commission propose de compléter ainsi l'article 249 du code pénal : « Sera assimilé au bris de scellés et passible des mêmes peines tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire ».

Si l'Assemblée adopte ce texte, le gardien pourra être poursuivi pénalement, non seulement lorsqu'il aura laissé enlever les objets placés sous des scellés qui auraient été brisés, mais aussi lorsqu'il aura laissé détourner ou qu'il aura détourné lui-même les objets figurant au procès-verbal dressé à la suite de l'apposition des scellés en vertu d'une ordonnance du juge.

Je répète qu'il ne s'agit que de l'article 249 et non des articles suivants qui prévoient des sanctions plus graves dans un certain nombre de circonstances, notamment lorsqu'il y a détournement par des personnes autres que le gardien des scellés. Il sera peut-être nécessaire de modifier ces articles. Mais, pour répondre au désir exprimé par l'auteur de la proposition de loi, nous nous en sommes tenus à l'article 249.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

M. André Bord, secrétaire d'Etat à l'intérieur. La clarté de l'exposé de M. le rapporteur épargnera au Gouvernement tout commentaire sur l'économie de la proposition de loi de M. Sanson.

Le Gouvernement souhaiterait cependant, afin de faire mieux ressortir le caractère autonome de l'incrimination nouvelle, en faire l'objet d'un article 252-I nouveau du code pénal.

C'est pourquoi je dépose un amendement, en regrettant que la commission n'ait pu l'examiner.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi dans le texte de la commission est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — L'article 249 du code pénal est complété par un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Sera assimilé au bris de scellés et passible des mêmes peines tout détournement d'objets figurant à l'inventaire d'objets mis sous scellés par décision judiciaire. »

Je viens d'être saisi par le Gouvernement d'un amendement n° 1 tendant à rédiger comme suit l'article unique de la proposition de loi :

« Il est inséré dans le code pénal un article 252-I nouveau ainsi rédigé :

« Art. 252-I. — Sera assimilé au bris de scellés et passible des mêmes peines tout détournement d'objets figurant au procès-verbal d'apposition des scellés. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur.

M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur. Il s'agit, je le répète, de mieux faire ressortir le caractère autonome de l'incrimination prévue par la proposition de loi.

En effet, l'article 249 ne réprimant que la négligence du gardien lorsqu'un bris de scellés a été commis par un tiers, il est apparu préférable de ne pas insérer dans cet article la disposition nouvelle.

D'autre part, il semble souhaitable de viser les objets figurant au procès-verbal d'apposition des scellés plutôt que les objets figurant à l'inventaire, ce terme d'inventaire n'étant pas expressément employé dans l'article 914 du code de procédure civile qui prévoit les modalités d'apposition des scellés.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Hogue, rapporteur. Cet amendement, en effet, n'a pas été examiné par la commission des lois mais je suis convaincu que celle-ci l'aurait accepté, pour la raison que vous venez d'indiquer.

Il semble en effet souhaitable de viser à la fois les infractions relatives aux bris de scellés et le détournement des objets qui figurent — comme vous l'avez fort justement fait remarquer — non pas dans un inventaire mais au procès-verbal qui est dressé à la suite de l'ordonnance du juge.

Par conséquent, tant en la forme que dans le fond, je suis certain que la commission des lois aurait accepté cet amendement, qui harmonise l'application future des dispositions concernant les bris de scellés.

M. le président. La parole est à M. Sanson.

M. René Sanson. Je désire simplement rappeler qu'une grave lacune existait dans notre droit en cette matière, que la justice était bafouée et que les intéressés ne jouissaient pas de la protection qu'ils étaient en droit d'attendre à la suite d'une décision judiciaire.

C'est pourquoi j'avais déposé cette proposition de loi. Je ne puis que me réjouir de voir que le Gouvernement en a encore étendu la portée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article unique de la proposition de loi.

Je dois faire connaître à l'Assemblée que la commission propose de rédiger comme suit le titre de la proposition de loi : « Proposition de loi tendant à insérer un article 252-1 dans le code pénal. »

Il n'y a pas d'opposition ?...

En conséquence, le titre est ainsi rédigé.

— 15 —

DROIT DES ASCENDANTS DES VICTIMES DE GUERRE

Discussion d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Chamant, tendant à compléter l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi du 27 février 1948 relatif au droit des ascendants des victimes de guerre. (n° 2109, 1819).

La parole est à M. Valenet, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Raymond Valenet, rapporteur. Mesdames, messieurs, la proposition de loi n° 1819 déposée par M. Chamant a pour objet d'étendre aux fonctionnaires ayant élevé un ou plusieurs enfants morts pour la France, et qui n'étaient pas les leurs, le bénéfice de la prolongation d'activité accordé aux fonctionnaires ascendants d'enfants morts pour la France.

Cette proposition est non seulement conforme à l'équité, mais va dans le sens de l'évolution du droit qui, notamment en matière sociale, s'attache moins à la nature des liens juridiques unissant une personne à un enfant qu'au fait que celle-ci en a ou non la charge effective.

Votre commission vous demande donc d'adopter la proposition de loi de M. Chamant, dont il lui a paru cependant nécessaire de modifier le titre et la rédaction, en particulier en empruntant au code des pensions civiles et militaires de retraite une disposition précisant, en matière d'avantages de pension de caractère familial, les conditions minimales à remplir pour qu'un enfant puisse être considéré comme ayant été élevé par le titulaire de la pension.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi dans le texte de la commission est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — Le dernier alinéa de l'article 18 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 est complété par les dispositions suivantes :

« Ce même avantage sera accordé aux fonctionnaires qui ne pourront se prévaloir de la qualité d'ascendant à leur égard, mais auront élevé un ou des enfants morts pour la France pendant au moins neuf ans, soit avant leur seizième anniversaire, soit avant l'âge où ils ont cessé d'être à charge au sens de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale. »

Avant de mettre aux voix l'article unique de la proposition de loi, je dois faire connaître à l'Assemblée que la commission propose de rédiger comme suit le titre de la proposition de loi :

« Proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires ayant élevé un ou des enfants recueillis à leur foyer le béné-

fice de la prolongation d'activité accordé aux fonctionnaires ascendants d'enfants morts pour la France. »

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le titre demeure ainsi rédigé.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique de la proposition de loi.

(L'article unique de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 16 —

MONUMENTS HISTORIQUES

Reprise de la discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques.

[Article 2 (suite).]

M. le président. Nous reprenons la discussion de l'article 2, précédemment réservé, et dont je rappelle les termes :

« Art. 2. — Sont ajoutés après l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913 les deux articles 9-1 et 9-2 ci-après :

« Art. 9-1. — Indépendamment des dispositions de l'article 9, troisième alinéa ci-dessus, lorsque la conservation d'un immeuble classé est compromise par l'inexécution de travaux de réparation ou d'entretien, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles peut mettre en demeure le propriétaire de faire procéder auxdits travaux, en lui indiquant le délai dans lequel ceux-ci devront être entrepris et la part de la dépense qui sera supportée par l'Etat, laquelle ne pourra être inférieure à 50 p. 100.

« L'arrêté de mise en demeure est notifié au propriétaire. Si ce dernier en conteste le bien-fondé, le tribunal administratif statue sur le litige et peut, le cas échéant après expertise, ordonner l'exécution de tout ou partie des travaux prescrits par l'administration.

« Le recours au tribunal administratif est suspensif.

« Sans préjudice de l'application de l'article 10 ci-dessous, faite par le propriétaire de se conformer soit à l'arrêté de mise en demeure s'il ne l'a pas contesté, soit à la décision de la juridiction administrative, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles peut soit faire exécuter d'office les travaux par son administration, soit poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat.

« En cas d'exécution d'office le propriétaire est tenu de rembourser à l'Etat le coût des travaux exécutés par celui-ci dans la limite de la moitié de son montant. La créance ainsi née au profit de l'Etat est recouvrée comme en matière de contributions directes aux échéances fixées par le ministre des affaires culturelles qui a la faculté de les échelonner jusqu'à la dixième année suivant la réception définitive des travaux. Toutefois, en cas de mutation de l'immeuble à titre onéreux, la totalité des sommes restant dues devient immédiatement exigible. Les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque légale sur l'immeuble.

« Art. 9-2. — Les immeubles classés, expropriés par application des dispositions de la présente loi, peuvent être cédés de gré à gré à des personnes publiques ou privées. Les acquéreurs s'engagent à les utiliser aux fins et dans les conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. Des cahiers des charges types sont approuvés par décret en Conseil d'Etat.

« Les dispositions de l'article 8 (4° alinéa) sont applicables aux cessions faites en vertu des dispositions de l'alinéa précédent. »

Je rappelle que cet article a déjà été modifié par les amendements n° 2, 4 et 5 eux-mêmes sous-amendés par le Gouvernement, et par les amendements n° 10 et 11.

Le vote sur les amendements n° 6 et n° 7, pour lesquels une nouvelle rédaction devait être mise au point, avait été réservé. Je viens d'être saisi d'un nouvel amendement n° 14 de M. Pleven, rapporteur pour avis, qui a, d'autre part, rectifié l'amendement n° 7.

L'amendement n° 14 est ainsi conçu :

« Compléter la troisième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 par les dispositions suivantes : « à moins que le ministre des affaires culturelles n'ait accepté la substitution de l'acquéreur de l'immeuble dans les obligations de vendeur. »

M. René Pleven, rapporteur pour avis. Je demande à l'Assemblée d'adopter ce texte nouveau qui se substitue à l'amendement n° 8 qui avait été réservé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. André Malraux, *ministre d'Etat chargé des affaires culturelles*. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 14.
(*L'amendement, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. L'amendement n° 6 n'a donc plus d'objet. Je suis saisi par M. Plevén, rapporteur pour avis, d'un amendement n° 7 rectifié tendant à rédiger comme suit la dernière phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 :

« Les droits de l'Etat sont garantis par une hypothèque légale inscrite sur l'immeuble à la diligence de l'Etat ».

La parole est à M. Plevén.

M. René Plevén, *rapporteur pour avis*. Cette rédaction semble acceptable pour le Gouvernement et la commission en ce qui concerne l'hypothèque légale qui doit garantir la créance de l'Etat.

J'ai renoncé aux mots « et aux frais » car, après vérification, nous nous sommes rendu compte que, pour une hypothèque légale, les frais étaient très limités.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7 rectifié.
(*L'amendement, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements n° 2, 4, 5, 10, 11, 14 et 7 rectifié.
(*L'article 2, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?... Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.
(*L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.*)

— 17 —

REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DE COMMISSION

M. le président. J'informe l'Assemblée que le groupe du centre démocratique a désigné M. Chazalon pour remplacer M. Barberot dans la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2157 de M. Cassagne tendant à modifier les articles L.332 et L.334 du code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant soixante ans.

Cette candidature a été affichée le 8 décembre 1966, à 16 heures, et sera publiée au *Journal officiel* du 9 décembre 1966.

Elle sera considérée comme ratifiée par l'Assemblée si aucune opposition signée de 30 députés au moins n'a été déposée dans le délai d'un jour franc après cet affichage.

— 18 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Eventuellement, discussion soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en troisième lecture, du projet de loi relatif aux communautés urbaines.

La séance est levée.

(*La séance est levée à dix-huit heures vingt minutes.*)

Le Chef adjoint du service de la sténographie de l'Assemblée nationale,

LUDOMIR SAUNIER.